

VILLE DE BAGNOLS-SUR-CÈZE

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 10 février 2018

PROCÈS-VERBAL

Date d'envoi des convocations

et de l'Ordre du jour du Conseil municipal: 29 janvier 2018

Nombre de Conseillers municipaux : 33

Nombre de Conseillers municipaux présents : 24

Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 6

Nombre de Conseillers municipaux absents : 3

L'an deux mille dix-huit, le 10 février 2018 à 10 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire

Conseillers municipaux présents : M. Jean-Yves **CHAPELET**, M. Denis **RIEU**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, Mme Ghislaine **COURBEY**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Monique **GRAZIANO-BAYLE**, Mme Ghislaine **PAGES**, M. Rémy **SALGUES**, M. Jean Christian **REY**, Mme Catherine **EYSSERIC**, Mme Karine **GARDY**, M. Raymond **MASSE**, M. Ali **OUATIZERGA**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, M. Philippe **BERTHOMIEU**, M. Anthony **CELLIER**, M. Serge **ROUQUAIROL**, Mme Claudine **PRAT**, M. Christian **ROUX**, M. Claude **ROUX**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : M. Maxime **COUSTON** *procuration à JC REY*, M. Vincent **POUTIER** *procuration à J-Y CHAPELET*, Mme Aldjia **SAAIDIA** *procuration à R. MASSE*, Mme Carole **BRESCHET** *procuration à M. CEGIELSKI*, Mme Murielle **ISNARD** *procuration à C. EYSSERIC*, Mme Yvette **ORTIZ** *procuration à S. ROUQUAIROL*

Conseillers municipaux absents : M. Stéphane **PEREZ**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**, M. Michel **AYMERIC**

Secrétaire de séance : Monique **GRAZIANO-BAYLE**

Question n° : **01**

Rapporteur : **JY CHAPELELET**

Objet : **Approbation des procès-verbaux des séances du 28 janvier et 8 avril 2017.**

Serge ROUQUAIROL : Je n'ai pas des remarques de forme, nous n'en faisons aucune, même si quelques fois il y en aurait à faire mais nous ne le faisons pas, nous pensons que c'est un travail suffisamment ingrat pour qu'on respecte le travail de tout le monde même si parfois il y a quelques petits oublis.

Néanmoins, sur la nature des débats, l'un de ces 2 comptes rendus fait état, je dirai, d'un échange un petit peu virulent dont on se rend compte quand on relie le compte rendu qu'il est plus artificiel que réel dans la façon de se déclencher et c'est une occasion pour moi de dire que les débats dans ce Conseil Municipal doivent être marqués par la sérénité et pas par les intentions de polémiques pour des propos, des rodomontades de quelques natures que ce soient.

Jean Yves CHAPELET : Merci, d'autres observations ? Non. Je les mets au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

Les procès-verbaux sont adoptés à l'unanimité.

Question n° : **02**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Débat d'orientations budgétaires 2018.**

1/Note synthétique de présentation :

Voir documents joints en annexe.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 31 janvier 2018.

Jean Yves CHAPELET : Je vous rappelle qu'il s'agit du 1^{er} acte fondateur du budget 2018 dont vous connaissez l'exercice. Le prochain sera le vote du budget en lui-même et nous aurons, certainement, dans les mois ou les semaines à venir à voter le compte administratif qui clôturera le budget 2017.

Michel CEGIELSKI : Effectivement, avant que ne soit porté au vote le budget le mois prochain, le débat d'orientations budgétaires (DOB) a vocation d'éclairer les choix budgétaires qui déterminent les priorités et l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Il appréhende les conditions d'élaboration du budget primitif, pour dégager des priorités budgétaires sur la base d'éléments d'analyse rétrospective et prospective.

C'est une étape obligatoire et non suivie d'un vote et c'est un message et une information du maire aux citoyens.

Il est, plus encore cette année, fonction de la loi de finances qui, nous le verrons plus loin, amène des éléments nouveaux et d'importance (suppression progressive de la TH, par exemple).

C'est donc dans un contexte nouveau que la commune doit parvenir à garantir un service public de qualité au profit des Bagnolais, et assurer un développement équilibré du territoire tout en continuant à prendre des mesures lui permettant de maintenir une situation financière saine et pérenne.

I Cadre général

1- Contexte économique mondial

En 2016, l'économie mondiale n'a progressé que de 2,2%, soit le taux le plus faible depuis la crise de 2009. Cette progression lente est marquée par un faible rythme d'investissement, un ralentissement de la croissance du commerce mondial et par des niveaux d'endettement élevés. Les prix bas des matières premières ont exacerbé ces facteurs dans de nombreux pays

exportateurs de matières premières depuis mi-2014. Les conflits et tensions géopolitiques continuent de peser sur les perspectives économiques de plusieurs régions.

Néanmoins, alors que le FMI prévoyait des taux de croissance de 2,7 % en 2017 et de 2,9 % en 2018, la croissance mondiale devrait finalement atteindre 3,5% en 2017 et 3,6% en 2018. Cette dynamique de croissance s'explique en partie par un rebond de la production industrielle, une hausse de la consommation, des investissements et des échanges commerciaux depuis le second semestre 2016.

Aux Etats-Unis, la croissance, estimée à 2,1 % pour 2017, est soutenue par une hausse des dépenses de consommation et de l'investissement des entreprises. Les créations d'emploi sont restées solides mais l'avenir reste flou en raison notamment de la politique économique et des réformes fiscales actuelles, ainsi que par les catastrophes climatiques, de plus en plus nombreuses et inévitables, et qui pèsent très lourdement sur l'économie états-unienne.

En Chine, la croissance devrait encore être robuste (6,8%) grâce notamment aux investissements publics dans les infrastructures. En revanche, elle devrait être plus modérée en 2018 compte tenu de la diminution des mesures de relance et de la poursuite des efforts engagés pour stabiliser l'endettement des entreprises et rééquilibrer l'économie.

Enfin pour l'Inde, les prévisions ont été revues à la baisse. Après une croissance de 7,1% en 2016, le PIB devrait s'élever à 6,7% en 2017.

2- Contexte européen

Dans la zone euro, la croissance a dépassé les attentes du premier semestre : elle devrait s'élever à 2,1% en 2017. Cette amélioration est en partie due à une baisse du chômage, tombé à 9,1% en juillet 2017, soit le niveau le plus faible enregistré depuis 2009. La reprise est également tirée par une consommation en hausse, une augmentation des exportations et une politique monétaire accommodante. Cependant la consolidation de la croissance à long terme reste très incertaine : une baisse est prévue pour 2018 (1,9%).

Du côté de l'Allemagne, l'activité s'est accélérée plus vite que prévu au premier semestre 2017, la confiance des entreprises est bien installée et les investissements en biens d'équipement sont repartis à la hausse.

Au Royaume-Uni, les perspectives sont bien plus incertaines : le ralentissement de l'activité s'est poursuivi en raison du fléchissement de la croissance de la consommation et de l'investissement. La croissance du PIB devrait s'élever à 1,6% en 2017 et 1% en 2018 après 1,8% en 2016, notamment en raison des incertitudes qui demeurent quant au Brexit.

En Russie (hors zone Euro), les prévisions sont plus optimistes que précédemment. Après une année 2016 difficile (-0,2%), l'activité accélère rapidement (2% pour le PIB en 2017 et 2,1% pour 2018). La hausse des prix du pétrole et la baisse des taux d'intérêt ont stimulé la croissance à court terme alors que les salaires ont augmenté.

3- Contexte national

Les projections économiques nationales sont relativement optimistes. La croissance se consolide, soutenue par la consommation et l'investissement. Le chômage a amorcé une décrue pour passer sous la barre des 10 % depuis mi 2017. La prévision de déficit public a été revue à la baisse à la fois pour 2017 et pour 2018 : il s'établirait à -2,9% du PIB cette année (contre -3% attendus) et -2,6% l'an prochain (contre -2,7% annoncés en juillet). Le tout avec des économies moindres que prévues, puisque l'objectif a été revu, passant de 20 milliards d'euros à 16 milliards. Cette situation résulte principalement de l'accélération de l'activité économique et des rentrées fiscales qui en découlent.

Ainsi, la croissance française s'est renforcée au cours de la première partie de l'année pour atteindre fin 2017, 1.9 % (contre 1.1 % en 2016). Il s'agit là de la meilleure performance depuis 6 ans. Comme vu plus haut, cela est dû à l'amélioration de l'environnement international, notamment européen, et qui a permis de déclencher une dynamique interne positive en matière d'investissements et d'emploi et de taux d'intérêts toujours faibles pour les ménages.

L'emploi qui redémarre et la masse salariale en hausse augmentent pour le pays les rentrées de cotisations et d'impôts et ce phénomène va se poursuivre en 2018.

Il n'empêche que de fortes économies sont demandées par l'État. Celui-ci avec 8 milliards, devrait supporter la majeure partie des mesures d'économies, même si le nombre de suppressions de postes dans la fonction publique d'État sera moins important que prévu (1.600 postes supprimés pour le moment, sur les 50.000 promis sur l'ensemble du quinquennat).

Trois secteurs seront principalement mis à contribution : l'emploi, avec une réduction des contrats aidés ; le logement, avec une baisse des AP; et les transports, avec le gel de plusieurs grands projets d'infrastructures.

Les collectivités locales et la sécurité sociale feront également les frais de ces options. Les premières devront réduire leurs dépenses de près de 2,5 milliards d'euros. La sécurité sociale devrait quant à elle devoir économiser environ 5,5 milliards d'euros. A contrario, plusieurs portefeuilles ministériels sont annoncés en hausse : la Justice (+3,8 %), l'Enseignement supérieur (+700 millions d'euros), et la Défense (+1,8 milliard).

Le Projet de loi de finances (PLF) 2018 devra en outre honorer plusieurs dépenses héritées du quinquennat précédent, à l'image du crédit d'impôt pour les associations ou du crédit d'impôt pour l'emploi à domicile des retraités, qui s'élèvera à un milliard d'euros en 2018.

II Les principales mesures du Projet de Loi de Finances 2018.

- Maintien de la DGF
- Contractualisation Etat – Collectivités locales

- Augmentation de la péréquation verticale
- Modification de la fiscalité locale avec la suppression partielle progressive de la TH
- Prolongement du Fonds d'aide à l'investissement public et prévu à la hausse
- Automatisation de Fonds de Compensation à la TVA (FCTVA)
- Revalorisation de la dotation pour les titres sécurisés

1- Gel de la DGF et contractualisation entre Etat et collectivités locales :

La baisse de la DGF opérée ces dernières années pour redresser les finances publiques est cette année suspendue. Mais la dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) est intimement liée à l'entrée en vigueur de la réforme de la fiscalité directe locale induite par la suppression de la taxe professionnelle (TP) en 2010. En effet, la DCRTP avait vocation à compenser pour les collectivités locales les pertes générées par la disparition de la TP et était destinée à être pérennisée dans le temps. Cependant, l'État demande toujours aux Collectivités locales un effort conséquent d'économies (13 milliards € sur les 5 ans à venir) en les associant à l'effort partagé de maîtrise de la dépense publique à travers un engagement de confiance dans le cadre d'une contractualisation.

Les collectivités concernées sont les régions, les départements, les communautés d'agglomération de plus de 150 000 habitants et les communes de plus de 50 000 habitants.

Ce contrat signé entre le Préfet, la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques) et l'exécutif local prévoit 2 clauses de bonne gestion :

- une limitation de l'augmentation de fonctionnement à 1.2 % (1.1 %) hors inflation pour les communes, toujours pour la durée du quinquennat.
- une amélioration de l'autofinancement (ou épargne brute).
- pour les communes de plus de 10 000 habitants (et les communautés de plus de 50 000 habitants). C'est ce qui est appelé « Règle d'Or » en matière d'endettement consistant à accroître sa CAF en minorant le recours à l'endettement, les capacités des désendettements ne devant pas dépasser 12 ans d'ici 5 à 6 ans.

2- Augmentation de la péréquation verticale :

La péréquation est un mécanisme de redistribution qui vise à réduire les écarts de richesse, et donc les inégalités, entre les différentes collectivités territoriales.

La révision constitutionnelle du 28 mars 2003 a érigé la péréquation en objectif de valeur constitutionnelle : "La loi prévoit des dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales" (article 72-2).

Deux mécanismes de péréquation peuvent être distingués :

- La péréquation horizontale s'effectue entre les collectivités territoriales et consiste à attribuer aux collectivités défavorisées une partie des ressources des collectivités les plus "riches",
- La péréquation verticale est assurée par les dotations de l'État aux collectivités. La dotation globale de fonctionnement en est le principal instrument.

Le PLF propose également une augmentation de 190 millions des allocations de péréquation (Dotation de Solidarité Urbaine, Dotation de Solidarité Rurale) au sein de la DGF. Concernant la seule DSU, elle devrait augmenter de plus de 90 M €.

3- Suppression partielle de la Taxe d'Habitation : mesure phare et engagement de campagne du nouvel exécutif.

Impôt injuste car quel que soit son revenu, chacun y est, y était contraint. Sa suppression, en plus de lever l'injustice, peut être qualifiée de mesure sociale.

La TH sera progressivement réduite pour la majorité des ménages acquittant cet impôt local au titre de leur résidence principale.

D'ici 2018, 80% des ménages seront progressivement exonérés. La TH sera maintenue pour les contribuables aux revenus les plus élevés. En dessous d'un certain plafond (27 000 € de revenu fiscal de référence pour un célibataire, 49 000 pour un couple avec enfant – rajouter ensuite 6 000 € par enfant supplémentaire) un ménage verra sa cotisation actuelle diminuer de 30% en 2018, 65 % en 2019, pour disparaître en 2020.

Le coût de cette mesure est estimé à 3 milliards € pour 2018 et de plus de 10 milliards en 2020.

Pour compenser la perte de ressources des collectivités, l'État prendra à sa charge le dégrèvement (dans la limite des taux et des abattements en vigueur votés par nous pour les impositions 2017). Les éventuelles augmentations de taux ou d'abattements seront supportées par les contribuables.

Ceci n'empêche pas que nous devons **rester vigilants** et attentifs. En effet, il est important que l'État laisse aux collectivités la possibilité de leviers leur permettent d'être suffisamment actives sur leurs budgets. C'est ce que nous ferons à Bagnols.

La compensation assurée par l'État se doit d'être exacte afin de ne pas léser notre redressement financier, nos efforts consentis et freiner notre désendettement (500 € par habitant en 3 ans).

4- Fonds d'aide à l'investissement public local prolongé et revu à la hausse :

L'effort engagé par l'État en 2015 en faveur de l'investissement public des collectivités locales est poursuivi. En 2018, 665 millions € sont prévus au titre de la dotation à l'investissement local (DSIL) pour appuyer les projets portés par les communes et les établissements intercommunaux.

Ils comprennent :

- une première enveloppe de 615 millions € consacrés aux grandes priorités d'investissement définies entre l'État et les communes, comme la transition énergétique, la rénovation thermique des bâtiments, la mobilité durable et la modernisation de l'action publique.
- Une seconde enveloppe destinée à attribuer des subventions supplémentaires à des communes ou des EPCI qui se sont engagés dans le cadre d'un contrat prévu avec le préfet de région, à maîtriser leurs dépenses de fonctionnement dans le cadre d'un projet de modernisation.

Je voudrais souligner qu'à Bagnols nous avons pu déjà en 2017 bénéficier d'une contribution de 50.000 € destinés aux actions de sécurisation des écoles. Et voilà pourquoi, pour l'année à venir, nous ne manquerons pas, pardonnez-moi l'expression, « d'aller chercher » d'autres fonds nécessaires à nos actions notamment en matière d'investissement.

5- Automatisation du fonds de compensation de la TVA :

= compensation par l'État à la collectivité de la TVA acquittée sur les investissements, sur la base d'un taux forfaitaire. Principale aide de l'État en matière d'investissement.

Aujourd'hui, les attributions de la FCTV font l'objet d'une déclaration des collectivités et des EPCI (60 000 dossiers annuels et 3 000 emplois à temps plein). A compter de 2019, les attributions de FCTVA seront automatisées, par recours à une base comptable des dépenses engagées et mises en paiement.

Les attributions seront effectuées à date fixe et plus tôt dans l'année qu'aujourd'hui ce qui constitue un avantage pour la trésorerie de collectivités.

Ce sera pour nous un gain de temps et d'efficacité et d'efficience. L'État par cette simplification nous fait confiance et nous la lui rendrons.

6- Revalorisation de la dotation pour les titres sécurisés :

La loi de finance prévoit l'augmentation de la dotation forfaitaire versée aux communes en charge de l'instruction de passeports et de cartes nationales d'identité.

Le montant passerait de 5 030 € à 8 580 € par an.

Concernant cette dotation, est instituée une autre composante d'environ 12 000€ versée aux seules communes enregistrant une activité importante de recueil et de délivrance des CNI (> 1 875 titres par an). Il se pourrait que cela soit le cas à Bagnols.

Cette demande de revalorisation s'est fortement exprimée lors du dernier Congrès des maires et elle a été entendue par l'exécutif.

III Le contexte communal RH

1- Evolution, structuration des effectifs – catégories hiérarchiques – pyramides âges 2014 à 2018 :

- Evolution des effectifs :

Statut	2014	2015	2016	2017	2018
Titulaires	300	300	293	283	284
Contractuels	48	43	43	53	49
Total	348	343	336	336	333

- On constate une stabilisation du personnel notamment pour les 3 dernières années. L'évolution sur 5 ans montre une baisse de 4.5 % (départs en retraite et mutualisation avec l'Agglo).

Un autre tableau vous montre la répartition des effectifs par sexe et par catégorie hiérarchique. On peut considérer qu'il y a un certain équilibre même si là il y a toujours une majorité de personnel féminin. Ce qui est plus intéressant parce qu'il peut être plus commenté, c'est la pyramide des âges où l'on voit l'effet des CS du début des années 80 et ce personnel recruté à l'époque avance petit à petit vers la retraite. Donc, derrière on peut imaginer une organisation différente des ressources humaines.

2- Les ressources humaines peuvent se concevoir à travers plusieurs prismes notamment par :

- L'apprentissage
- Le service civique
- La prise en compte du handicap
- La gestion du temps de travail
- L'évolution des dépenses du personnel
- La mutualisation

S'agissant de l'apprentissage, la collectivité s'est fortement investie depuis 2009 dans la formation des jeunes en intégrant dans ses effectifs des jeunes en contrat d'apprentissage de tout niveau scolaire.

- 50 jeunes ont pu ainsi bénéficier du savoir-faire du personnel municipal.
- 8 jeunes apprentis sont recrutés pour l'année scolaire 2017/2018 dans le cadre de contrats d'apprentissage :
 - 2 au service Environnement et cadre de vie,
 - 4 au service Education (2 en agents d'animation, 2 en ASEM),
 - 1 à l'entretien des Bâtiments communaux,
 - 1 à la Médiathèque comme agent d'accueil.

S'agissant du service civique, en 2017, la collectivité a reçu l'agrément pour accueillir des jeunes en service civique.

Au titre de l'année 2018, la collectivité souhaite développer au sein de ses services ce dispositif qui devrait permettre à 3 jeunes de manifester leur engagement au service de l'intérêt général.

S'agissant de la prise en compte du Handicap, la collectivité est assujettie à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés en application des articles L 5212-1 et suivants du Code du travail.

Le taux d'emploi des travailleurs handicapés doit atteindre au minimum 6% de l'effectif total des agents rémunérés au 1er janvier de l'année écoulée (au 1^{er} janvier 2016, le taux d'emploi légal pour la collectivité était de 11.47 %).

Dans ce cadre et depuis de nombreuses années, 5 salariés (3 à la médiathèque, 2 au service Environnement et cadre de vie) sont mis à disposition sur des temps non complets par convention avec des établissements de travail protégé.

En 2018, la collectivité souhaite s'engager dans le recrutement direct d'un agent à temps non complet. Un accompagnement sera mis en place avec l'association Trisomie 21 Gard et la référente Handicap du Centre de Gestion du Gard.

S'agissant de la gestion du temps de travail, la durée hebdomadaire de travail au sein de la collectivité est fixée à 37h, avec des RTT. Un groupe de travail est mis en œuvre afin de réactualiser le protocole du temps de travail signé avec les organisations syndicales en 2001 (dans le cadre de la mise en place du protocole des 35h).

L'objectif de la collectivité est de modifier, voir étendre les plages d'ouverture au public, afin de rendre un meilleur service, avec une meilleure proximité, mais aussi de travailler sur une harmonisation du temps de travail avec l'Agglomération.

S'agissant de l'évolution des dépenses de personnel, en 2017, des mesures gouvernementales se sont imposées à la collectivité avec un impact budgétaire important, notamment la mise en œuvre du protocole relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations (PPCR), qui se poursuivra jusqu'en 2021, avec une pause en 2018 et donc un report sur 2019, et la hausse du point d'indice au 1^{er} février 2017 de 0.6%.

Pour 2018, la loi de finances rétablit le jour de carence dans la fonction publique pour lutter contre les absences de courte durée. Pour la collectivité, l'économie est estimée à environ 20.000 € par an.

En 2018, la collectivité a décidé la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement professionnel (RIFSEEP). Ce régime indemnitaire est composé de deux primes : d'une part, une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), versée mensuellement, et d'autre part, un complément indemnitaire annuel (CIA).

A travers la mise en place du CIA, la collectivité souhaite mettre en place une prime individualisée, accordée en fonction de la façon de servir, pour reconnaître et récompenser les agents qui se sont impliqués pendant l'année. Un groupe de travail est mis en place pour définir les règles et critères de ce nouveau régime indemnitaire. Dans le cadre du budget 2018, une enveloppe sera allouée au CIA. Avant septembre nous aurons défini les critères d'attribution d'une prime individualisée accordée au mérite aux agents de la collectivité qui se seront particulièrement impliqués pendant l'année. Car nous pensons que l'implication de chacun doit être reconnue !

A la rentrée scolaire 2018/2019, la collectivité a décidé un retour à la semaine de 4 jours d'école et cessera donc d'organiser les NAP (Nouvelles Activités Périscolaires). Un groupe de travail est là aussi créé afin de modifier l'organisation du travail des agents des écoles (adjoints d'animation, adjoints technique, ASEM, cantinières, gardiennes).

Enfin, s'agissant de la mutualisation avec la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien, certains mouvements impactent directement la Ville. Un schéma de mutualisation a été construit et il a conduit à la mise en place d'une convention de mutualisation.

Cette convention fixe les conditions de mise à disposition du personnel et des ressources.

Les avantages liés à la mutualisation sont pour nous les suivants :

- Partage des compétences
- Meilleure fluidité entre les collectivités (ville de Bagnols et agglomération du Gard Rhodanien)
- Réduction des coûts de fonctionnement
- Meilleur service à la population
- Meilleur coefficient d'intégration fiscal qui fait que plus la collectivité transfère à l'Agglomération, plus les dotations de l'État sont bonifiées

Pour 2016, la mutualisation de personnel s'est établie comme suit :

OBJET DE LA MUTUALISATION	RECETTES	DEPENSES
Ressources Humaines	10 390,73	14 814,00
Informatique	22 901,59	
Cuisine Centrale		7 805,53
Jardins en Cèze		10 550,32
Communication		6 153,53
Services Techniques	50 585,86	
Multi-accueil	12 651,01	
Entretien locaux	5 189,38	
Régie Culture		30 824,68
NAP vendredi am		12 354,55
ALSH Périscolaire garderie matin midi et soir		36 546,39
ALSH Extrascolaire mercredi + vacances	45 695,50	
Interventions techniques	385,04	
TOTAL	147 799,11	119 049,00

Jean-Yves CHAPELET : Je voudrais juste signaler une inversion sur le tableau (mutualisation de personnel p. 2-15) de deux colonnes. C'est-à-dire que les dépenses il faut les passer en recettes et les recettes en dépenses. La colonne 1 qui sont les recettes correspond au remboursement de l'Agglo vers la ville et la colonne 2 qui sont les dépenses correspond aux remboursements de la ville à l'Agglo.

Michel CEGIELSKI : On constate que la mutualisation concerne surtout les services supports et les ALSH.

IV Le contexte communal financier

Après avoir vu le contexte RH, on va regarder maintenant le contexte communal financier. Concernant notre situation d'endettement vous avez plusieurs tableaux qui, certainement, seront commentés un peu plus précisément tout à l'heure. Ce qui frappe c'est la très forte baisse de notre dette en 1 an, 3 millions d'euros.

C'est important parce qu'il y a une confiance retrouvée vis-à-vis des banques ou inversement les banques nous font confiance maintenant, alors qu'il y a 2 ans ce n'était pas tout à fait le cas.

Les résultats définitifs de l'année 2017 ne sont pas totalement connus à ce jour. En effet, comptablement, les écritures 2017 s'arrêtent le 31 janvier 2018 (principe dénommé « journée complémentaire »).

Notre situation d'endettement :

- Synthèse :

Eléments de synthèse	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016	Variation
Dette globale :	28 587 867.83 €	31 563 372.39 €	↓
Son taux moyen hors swap s'élève à :	* 3.91 %	3.89 %	→
Sa durée résiduelle moyenne est de :	11.23 ans	11.83 ans	↓
Sa durée de vie moyenne est de :	6.41 ans	6.77 ans	↓

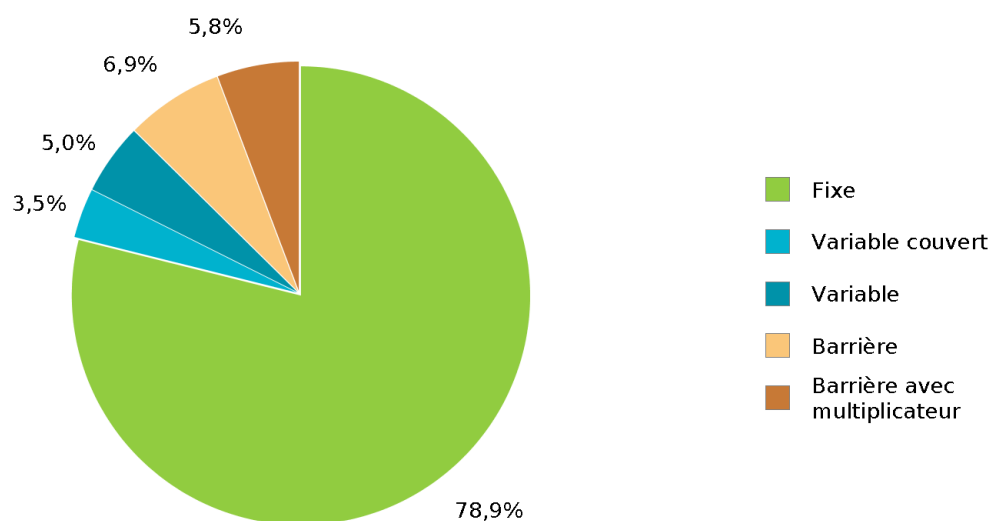
- Les caractéristiques de la dette :

Dette par type de risque

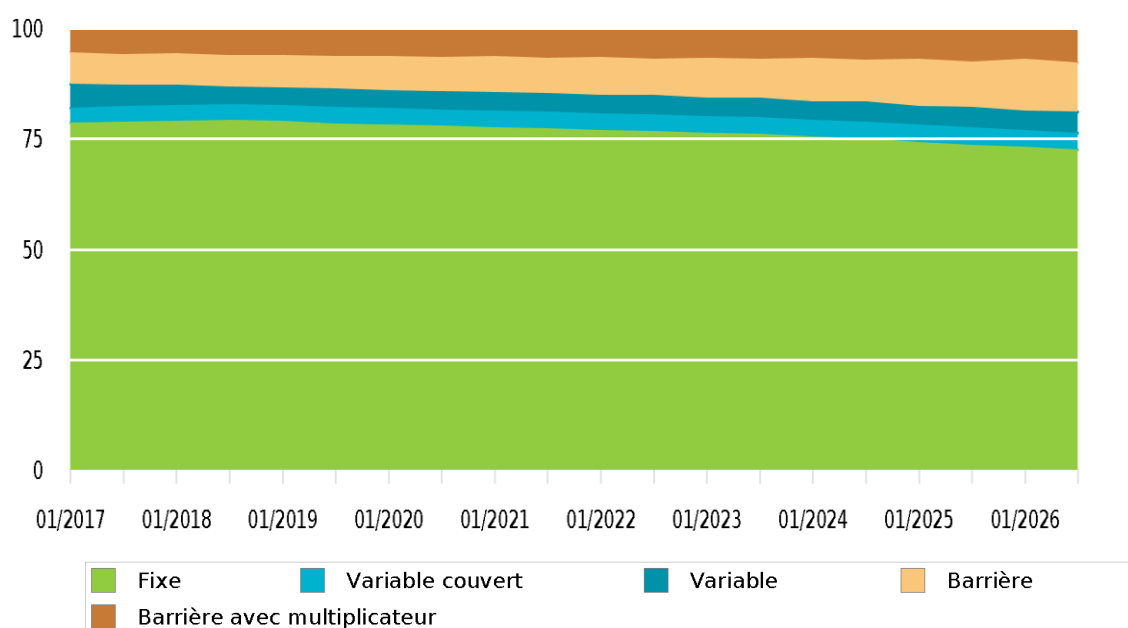
Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	22 554 935.61 €	78,90 %	4,09 %
Variable couvert	995 816.75 €	3,48 %	2,01 %
Variable	1 431 400.03 €	5,01 %	0,35 %
Barrière	1 960 937.57 €	6,86 %	4,72 %
Barrière avec multiplicateur	1 644 777.87 €	5,75 %	4,69 %
Ensemble des risques	28 587 867.83 €	100,00 %	3,91 %

Répartition par types de dettes :

Sur la répartition par types de la dette, on voit mieux sur ce que l'on considère le camembert, que nos remboursements se font essentiellement à taux fixe. Alors le taux fixe de notre dette peut apparaître comme supérieur à la réalité du marché mais il faut rappeler qu'à l'époque, en 2008, c'était plutôt une sécurité pour prévenir la crise des subprimes. Je rappelle aussi que majoritairement nos prêts sont signés pour une durée de 15 ans à peu près en moyenne.



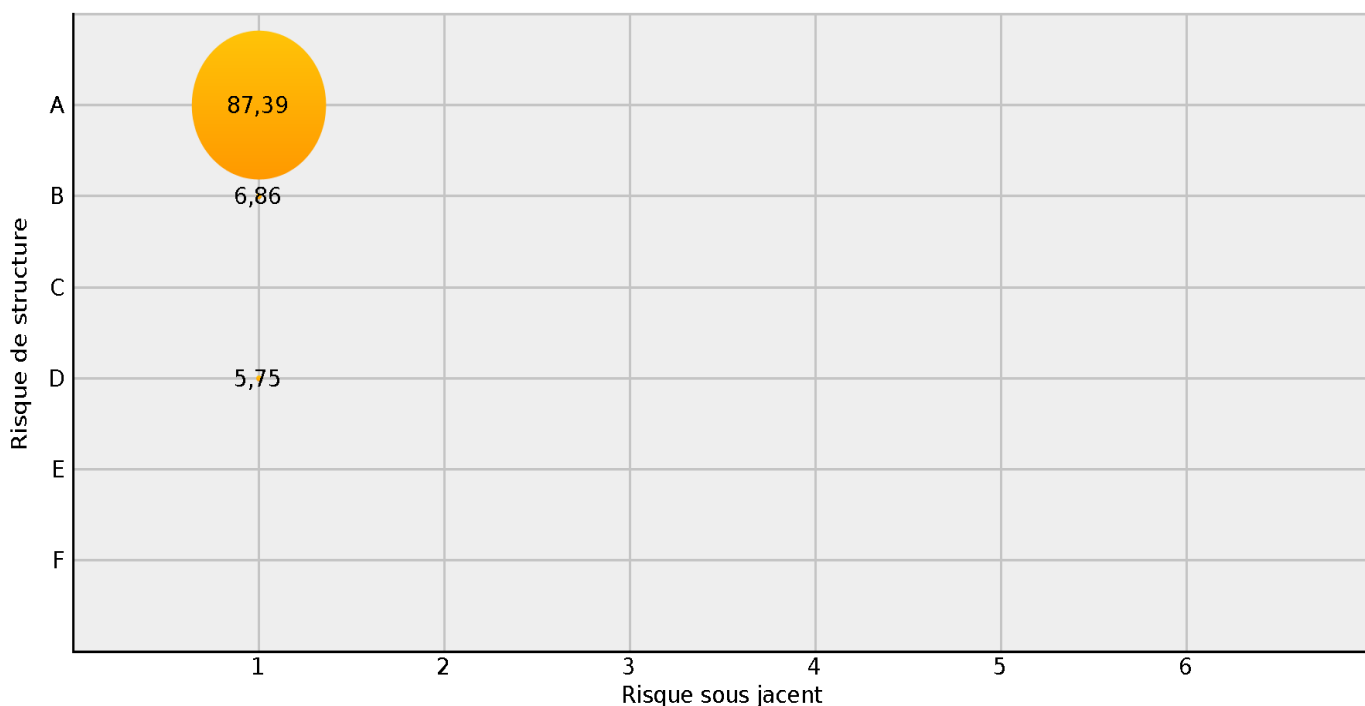
Evolution du risque de taux hors swap



Dette selon la charte de bonne conduite :

La Charte « **Gisler** » a été créée au moment des emprunts toxiques et surveille les communes par rapport à leur risque. Ce qu'on veut dire par là c'est que par rapport au risque fort d'il y a quelques années, on est obligé maintenant de présenter le risque de notre dette. Ce risque est évalué et est très précisément regardé par la Préfecture, les banques et les services fiscaux pour savoir si « oui » on peut faire confiance à la collectivité ou pas. Donc là on s'aperçoit que l'on a quand même 87,5% de notre dette qui est classée en risque faible.

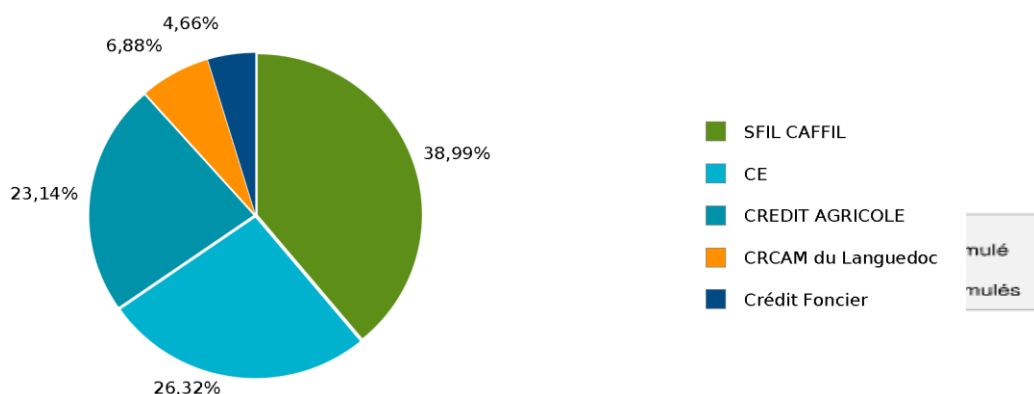
Risque faible



Dette par prêteur

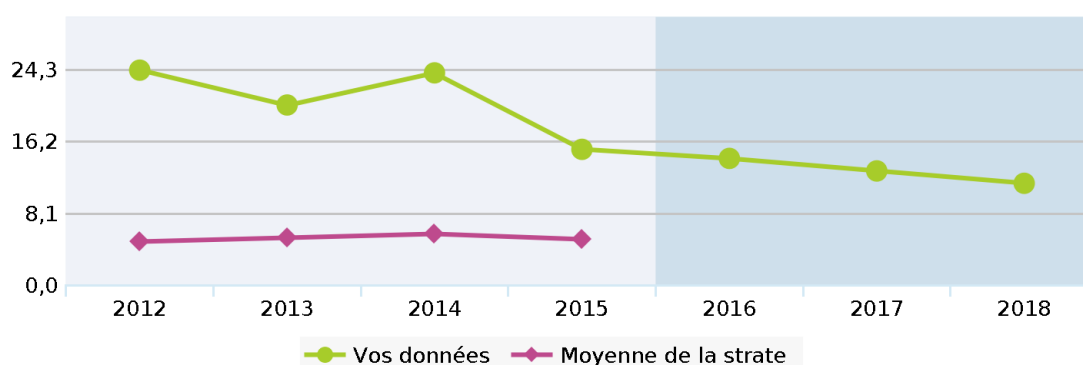
Un autre camembert qui est celui de la dette par prêteur, c'est pour que vous sachiez quels sont nos prêteurs en fait, c'est essentiellement le Crédit Agricole et la Caisse d'Épargne et l'autre schéma qui est le profil d'extinction de la dette. En fait, c'est le nombre d'années théorique nécessaire qu'il nous reste pour rembourser la dette suite à des emprunts pour financer les investissements. Donc effectivement si on ne s'endettait plus, si on restait en l'état dans quelques années, 2033, nous n'aurions plus de dette. Ce n'est pas ainsi que l'on travaille financièrement. Ce qui veut dire qu'il y a une décroissance de notre dette et c'est ce qui est important.

Profil d'extinction de la dette



○ ratios et comparaisons avec la strate

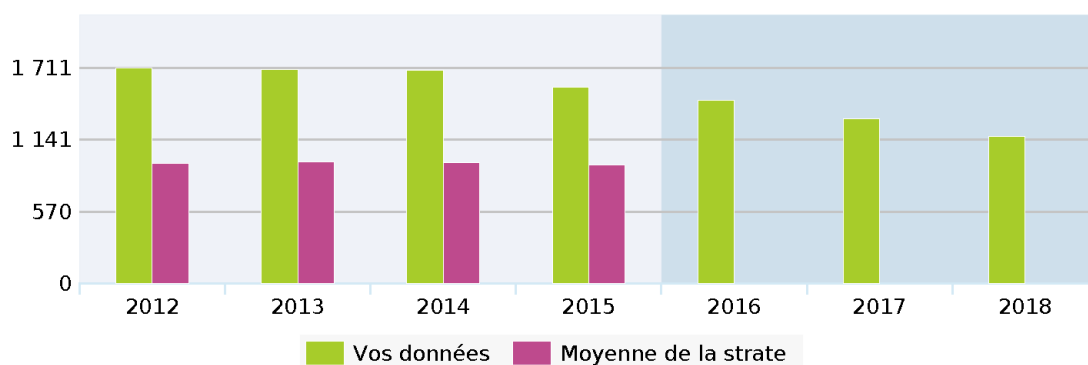
Quelques ratios, alors là aussi celui-là il est bien compréhensible lorsqu'on le regarde. On pourra suivre le désendettement, le rapport entre l'épargne et la dette, on voit que depuis 2015-16-17, et donc on part jusqu'en 2018, il y a eu une baisse constante de notre désendettement. Il y a eu un pic en 2014 mais depuis il y a une forte baisse en 2014-2015 et ensuite une courbe fléchissant vers le bas. Ce qui est intéressant c'est que l'on rejoint, si on poursuit la ligne existante, on peut s'apercevoir qu'en 2019 on atteint la moyenne de la strate. Donc c'est très important de montrer que ce désendettement c'est considérablement amélioré.



	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Bagnols	24,27	20,34	23,97	15,34	14,32	12,91	11,52
Moyenne de la strate	4,97	5,36	5,84	5,16			

Encours de dette en euros / habitant

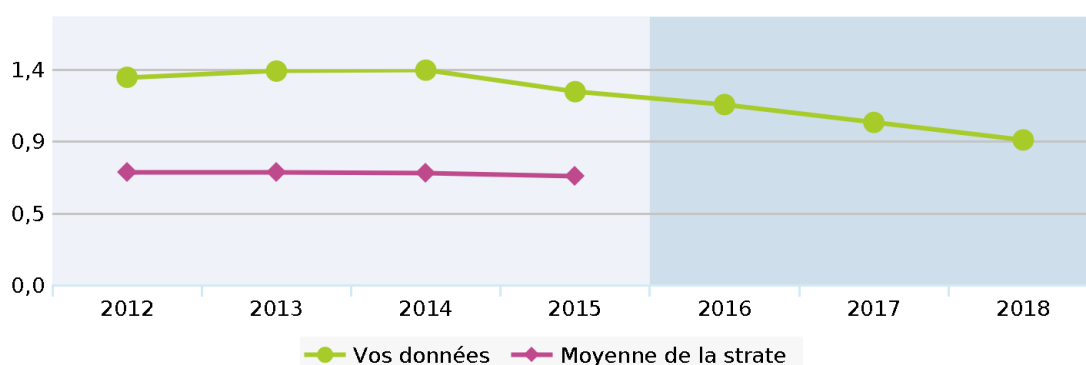
Pareil, l'encours de la dette en euros par habitant on était, par exemple, en 2014 à 1 694 €/habitant et on est à 1 162 pour 2018. Si on considère par rapport à la moyenne de la strate, la strate est aux alentours de 950 €. Cela montre bien le fort désendettement fait sur la ville par habitant. Je pense que cette page est intéressante à être développée, j'allais dire publiée, montrée à nos citoyens, à nos habitants Bagnolais.



	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Bagnols	1 711€	1 699€	1 694€	1 557€	1 453€	1 310€	1 169€
Moyenne de la strate	955€	964€	958€	944€			

Encours de dette / Recette de fonctionnement

Pareil, le ratio encours de la dette sur les recettes de fonctionnement, là aussi la courbe suit vers le bas. Cette courbe montre surtout notre capacité à rembourser la dette. Donc, ces efforts réalisés par tous les services ont conduit à des économies de fonctionnement et ont ainsi permis d'augmenter la capacité d'autofinancement, et d'améliorer la capacité de remboursement de la dette.



	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Bagnols	132,91%	136,89%	137,46%	123,74%	115,50%	104,10%	92,89%
Moyenne de la strate	72,18%	72,16%	71,62%	69,67%			

Les efforts réalisés dans tous les services ont conduit à des économies de fonctionnement et ont ainsi permis d'augmenter la capacité d'autofinancement, et d'améliorer la capacité de remboursement de la dette.

Ces deux effets permettent d'investir à nouveau et d'avoir recours à l'emprunt si nécessaire.

Donc en fait, baisse de notre coût de fonctionnement, désendettement derrière, capacité d'autofinancement intéressante. On peut par la même avoir recours à la

dette. Pourquoi ? Pour investir et pour que vous voyez, dans les mois et les années à venir, Bagnols bouger.

V Résumé des déclinaisons et grandes orientations locales

Le budget prévisionnel 2018 sera donc établi selon les orientations suivantes :

- **stabilisation des dépenses de fonctionnement** par la poursuite de la maîtrise des coûts de fonctionnement en interne et de la masse salariale. Evidemment il faut continuer à serrer au plus près nos coûts de fonctionnement.
- **importants travaux d'investissements** par la déclinaison du Plan Pluriannuel d'Investissement pour les 2 années à venir.
La capacité d'autofinancement estimée à 2.5 millions d'euros traduit clairement la meilleure santé financière de la Ville depuis 3 ans et le recours à l'emprunt peut être envisagé si nécessaire.
Le temps de lancement d'importants travaux d'investissement est venu et la réalisation de notre PPI pour les 2 années à venir devient possible.
Enfin par ses investissements, la ville participe et accompagne la relance de l'économie (*1.9 % de croissance*).

Concrètement, pour les Bagnolais, ceci se traduit par :

- L'embellissement de la ville et un renforcement de la qualité de vie avec notamment :
 - La réhabilitation des places Jean-Jaurès et Bertin-Boissin
 - La rénovation de la salle de la pyramide
 - La construction du nouvel EHPAD
 - La finalisation du chantier de l'église Saint-Jean-Baptiste (élément central de notre patrimoine)
 - La rénovation de la voirie notamment à l'Ancyse, la 3^{ème} tranche du Chemin de Lagarand et la rue Jourdan
 - L'aménagement (entre autres) de nouveaux locaux pour notre police municipale
 - La modernisation du parc automobile par l'acquisition de véhicules propres
 - La réalisation d'un terrain synthétique au stade des Escanaux
 - Le suivi du programme de rénovation urbaine qui dépassera largement l'horizon 2020 et qui changera le visage de Bagnols
 - La résorption de l'habitat indigne
- Priorité à l'éducation (travaux de rénovation et de sécurisation des écoles)
- Prise en compte des besoins en matière de santé et de handicap notamment par la mise en accessibilité des bâtiments communaux
- Garantir un espace public sécurisé par un Plan de Sécurité :

- Des investissements : doublement de caméras de vidéo-protection en 2 ans, et mise en place de bornes rétractables en centre-ville
- Des moyens humains supplémentaires avec le recrutement d'un policier
- Une organisation de terrain plus proche des habitants avec la mise en place du service de démocratie de proximité dénommé « relations citoyens »
- Candidature pour expérimenter la Police de Sécurité du Quotidien

En conclusion, les orientations budgétaires 2018 démontrent la volonté de l'équipe municipale de poursuivre une gestion efficiente avec des dépenses de fonctionnement maîtrisées et soumises à un contrôle permanent afin de dégager de nouvelles sources d'économies, et en même temps réaliser un programme ambitieux d'investissements avec de nombreux travaux et de nouveaux équipements structurants.

Grâce aux marges de manœuvres dégagées par la bonne gestion des charges de fonctionnement, le recours à la fiscalité ne sera pas utilisé et les taux des taxes ne changeront donc pas.

Nous sommes prêts à répondre à vos questions, je vous remercie pour votre écoute, sans oublier les services financiers, RH, pour leur contribution.

(Applaudissements)

Jean-Yves CHAPELET : Merci. Avant de laisser la parole, je voudrais remercier les services ainsi que Michel CEGIELSKI parce que je sais que quand on est adjoint aux finances le 1^{er} DOB, c'est quand même toujours un peu stressant. Y-a-t-il des interventions ?

Serge ROUQUAIROL : En effet, c'est un travail important et même impressionnant, on n'a pas tout le temps eu l'occasion, dans des DOB, d'avoir ce rassemblement d'informations et ce traitement des informations pour justifier un certain nombre de choix budgétaires à venir donc, mes félicitations aux gens qui ont réalisé ce travail et à M. l'Adjoint qui a fait un travail personnel indiscutable.

Et puis la seconde partie de mon intervention c'est juste une question de forme. M. le Maire, nous avons prévu des interventions avec mes collègues et nous souhaiterions peut-être vous proposer qu'il soit répondu question par question ou point par point et de regrouper les réponses de façon qu'on n'est pas « un cochon dans un sac ».

Christian ROUX : Je voudrais revenir sur un point que Michel a présenté, c'est la taxe d'habitation. J'en profite que le Député soit là aussi pour lui poser la question parce qu'aujourd'hui quand on lit les commentaires, et plus particulièrement les commentaires du Gouvernement, on peut constater que l'on a un petit doute et on a du mal un peu à comprendre comment la compensation va pouvoir être faite sachant qu'un nombre de ménages importants sur Bagnols doit être concerné par la suppression de cette taxe d'habitation et le risque que ce manque à gagner soit encore ponctionné chez les classes moyennes qui sont celles qui payent le plus

d'impôts en pourcentage de leurs revenus ainsi que les propriétaires qui pourraient avoir encore une augmentation de la taxe foncière en sachant que la taxe est déjà très élevée à Bagnols-sur-Cèze au regard du niveau de son attractivité. Monsieur CELLIER peut répondre ?

Jean Yves CHAPELET : Ici c'est moi qui mène les débats donc ne vous inquiétez pas comme je l'ai dit à M. Navarro la dernière fois, la parole est distribuée par le Maire et si le Député veut y répondre pas de problème, mais en tous les cas je me dois déjà de répondre en premier.

Je rappelle et je le redis, quelles que soient ici nos appartenances politiques, je pense que la taxe d'habitation est un impôt injuste. On le vit tous dans nos quotidiens, au travers de nos familles, de nos parents, la suppression de cette taxe d'habitation sur les trois ans à venir pour 80% des personnes en tant que politique je m'en félicite.

La 2^{ème} chose, le système de compensation est un système qui existe déjà ce n'est pas une nouveauté. Vous avez des gens, aujourd'hui, sur la commune de Bagnols et comme dans toutes les communes de France et de Navarre qui ne payent pas la taxe d'habitation mais que l'État vient compenser et c'est tous les ans dans le budget que nous présentons. Le terme exact c'est un dégrèvement.

Ensuite, et je pense que M. CEGIELSKI a bien ouvert la question là-dessus, ce sont les leviers que l'on pouvait conserver. Lorsque vous voulez dynamiser ou faire plus de recettes, vous augmentez les impôts, les taxes d'habitation, le foncier. Donc ce qui créait souci c'était comment les communes allaient garder ce levier ? D'après la circulaire que nous venons de recevoir, aujourd'hui ces taux restent encore dans la main des communes donc on pourra les faire évoluer et surtout on fera évoluer les taux sur l'ensemble des contribuables, c'est-à-dire pas que sur les 20%, comme j'ai pu l'entendre quelque part, les 20% des salaires les plus élevés. Aujourd'hui, je pense que l'on a simplifié les choses et rendu plus juste quelque chose qui était relativement injuste. Je pense surtout aux personnes âgées qui habitent des grandes maisons avec des revenus faibles.

Troisième chose quand on parle des taux, le foncier bâti et non bâti et que vous me dites qu'ils sont très élevés à Bagnols, comparez-les avec les communes du Gard de la même strate et vous verrez que nous sommes relativement en dessous.

Anthony CELLIER : Je voulais quand même nous féliciter collectivement de la gestion qui porte ses fruits maintenant dans ce DOB et dont on a la révélation, j'allais dire, écrite par la voie de Michel d'une gestion saine du budget de la collectivité. Et puis pour répondre à la question de la taxe d'habitation, tu as rappelé effectivement toute la partie du côté injuste de cet impôt, et je paraphraserai même Bruno Lemaire puisqu'en filigrane de la question il y a « comment on va faire ? ». Je rappellerai qu'on ne supprime pas un impôt pour établir un autre impôt. On ne prend pas dans la poche des Français ce que l'on vient de leur donner de l'autre main. Quant à la mécanique pour arriver à mettre en place le dégrèvement de la taxe d'habitation et bien c'est une nouvelle façon d'aborder le budget, ce sont de nouveaux arbitrages mais en aucun cas on ne demandera aux Français de venir compenser ce dégrèvement.

Jean Pierre NAVARRO : Bonjour tout le monde. En ce qui concerne la forme, je dois la vérité de dire que j'ai ressenti un réel plaisir en consultant votre document, magistralement rédigé, parfaitement exhaustif et laissant apparaître une volonté pédagogique certaine. Je tiens à vous féliciter pour cet excellent travail ainsi que les services de gestion municipale représentés ici par Mesdames Delaunay et Bayle. Cela dit, entrons maintenant dans le vif du sujet. Votre document fait apparaître à quel point la notion de village Gaulois a définitivement disparu. Tant de forces extérieures incontrôlables interviennent dans la gestion de nos petites affaires. Tout d'abord cette mondialisation inhumaine, source de profit pour les forts et d'exploitation pour les faibles. Ensuite, cette Europe dont la cohérence est loin d'être la qualité première. Notre nation s'est mise en marche, vers quoi ? Vers quel objectif ? M. Le Député pourra peut-être le préciser. Espérons que la route ne finira pas contre un mur et qu'enfin notre peuple aboutira à la terre tant et tant de fois promise et jamais atteinte.

Ma longue expérience de la vie m'a enseigné une vérité première, les promesses politiques ont une seule vertu celle de n'être jamais tenue. Et je me souviens de Charles Pasqua qui disait sa célèbre phrase : « les promesses politiques n'engagent que ceux qui les reçoivent », il savait de quoi il parlait, paix à son âme. La mesure proposée que constitue la très démagogique suppression, par étape, de la taxe d'habitation est déjà mise en gestation, compensée pour l'État par l'augmentation des taxes de toutes sortes, CSG, carburants, la liste peut-être exhaustive.

Les travailleurs ainsi que les retraités ont pu constater dès janvier 2018 une baisse de leurs revenus nets sur les fiches de paye. D'autre part, en retirant aux pouvoirs locaux leurs revenus directs l'État conforte sa main mise par le biais de la péréquation.

Lors du congrès des Maires en 2017, que vous citez dans votre exposé M. CEGIELSKI, une majorité d'entre eux ont fermement exprimé face au chef de l'État leur inquiétude. D'ailleurs, je relève en page 2.7 de votre exposé, cette expression « Nous devons rester vigilants et attentifs », « rester vigilants » est marqué en caractère gras.

Mais je retrouve ma sérénité en bas de la page 2.8 en lisant « l'État nous fait confiance et nous la lui rendons », qui vivra verra.

Arrivant au sujet qui nous tient à cœur aujourd'hui, les finances de notre chère ville de Bagnols et là plus de politique, il s'agit de gestion locale et l'union de tous les composants de cette assemblée dans l'intérêt de notre cité. Comme je l'ai imperturbablement relancé depuis mon retour en 2015, je reconnais volontiers les efforts que vous avez accomplis dans un contexte particulièrement difficile et qui ira indéniablement en s'aggravant. Toutes peines méritent récompenses et les fruits sont chaque année plus juteux. Dans tous les domaines on peut constater une évidente embellie. En ce qui concerne la dette que nous subissons depuis tant d'années comme un lourd handicap, les résultats sont vraiment spectaculaires et si la courbe continue à décroître, comme vous l'avez fait remarquer M. CEGIELSKI, j'abonde dans votre sens, si la courbe continue à décroître au même rythme l'effet ciseau tant attendu et depuis tant d'années avec la strate sera effective à la fin de votre mandat.

Néanmoins, une phrase que vous affichez par deux fois me surprend un peu. Je vous cite en substance « la meilleure santé financière permet le recours à l'emprunt », d'accord, mais pas trop.

L'autofinancement a pris un embonpoint salubre, ce qui vous permet d'agir bien plus librement vis-à-vis des puissances financières. Et ça vous l'avez aussi mis en avant, très bien.

Enfin, en ce qui concerne votre programme de travaux, je constate que vous négligez le chemin Vieux de Lyon et le rond-point sur lequel il aboutit, côté Lagaraud. Le chemin est dans un état on ne peut plus lamentable qui ne fait pas honneur à notre ville.

Quant au rond-point, sa dangerosité est telle que rare sont les risque-tout qui osent s'y aventurer.

Je note que tout au moins pour cette année rien n'est prévu du côté du Murel, ce qui calmera momentanément l'angoisse des habitants de ce quartier dans l'attente d'une réponse à leurs questions.

Il ne me reste plus, selon ma coutume, qu'à vous souhaiter bon courage mais bien que je sois pleinement conscient du fait que vous n'en manquez aucunement.

Jean-Yves CHAPELET : Merci M. Navarro. Depuis M. Pasqua la politique a changé. En tous les cas pour ceux qui connaissent M. Rey, qui me connaissent, qui connaissent l'équipe qui nous entoure et qui continue à nous entourer, les promesses on les tient. Tout ce qui est écrit ici est la base de notre volonté politique.

2^{ème} chose, allez vous promener chemin Vieux de Lyon, vous verrez qu'il a été refait et que l'on a réceptionné les travaux la semaine dernière.

Sur la meilleure santé financière, bien sûr que le travail commencé par Mme EYSSERIC et que j'ai continué aujourd'hui nous permet d'avoir une meilleure santé financière. Encore une fois, ce n'est pas moi qui le dit c'est la DGFIP, il suffit de regarder les chiffres, ils sont accessibles par tout le monde.

Par contre, dans le PPI que nous avons voté cet été ce qui est important c'est ce qu'il y avait au-dessus, c'est-à-dire la capacité financière dont nous allions disposer. Lorsque vous regardez ce haut de tableau, ce qui est important c'est l'atténuation de la dette naturelle, c'est-à-dire la dette dont nous avons héritée des mandats précédents et lorsque vous regardez dans le document que vous a montré M. CEGIELSLI tout à l'heure, l'encours de la dette par année, vous vous apercevez que 2018-2019 et 2020 sont la décroissance du montant de la dette. Aujourd'hui nous allons, bien sûr, faire appel à l'emprunt de façon raisonnée, je pense que depuis 2008 vous nous connaissez, vous savez que l'on n'est pas des va-t'en guerre mais on va y faire appel parce que c'est le moment, c'est-à-dire que l'on a une décroissance naturelle qui est en train de se faire, qui va se produire et que c'est le moment pour investir.

Jean-Pierre NAVARRO : Simplement pour lever une ambiguïté. Quand je parle des politiciens, je parle des politiciens professionnels, ce que vous n'êtes pas. Je pense que, vous comme moi, nous sommes animés de la même passion pour notre chère ville de Bagnols et il n'est pas question de faire de la politique, je le précise.

Claudine PRAT : Je voulais revenir un petit peu sur le côté présentation du contexte financier. Vous avez basé votre présentation essentiellement sur la baisse

de la dette, alors c'est vrai que cette baisse est vraiment réelle mais, à mon avis, pas tout à fait à hauteur des valeurs que vous annoncez. Alors, j'aurais voulu déjà savoir pourquoi les chiffres que vous annoncez sur la dette globale ne sont pas ceux qui apparaissent sur le compte administratif ? Est-ce que vous avez rajouté les engagements au bilan ? Et si possible, lesquels ?

Jean-Yves CHAPELET : Donnez vos chiffres parce que si on commence à faire des débats de chiffres ici, je veux les chiffres exacts et savoir d'où ils sortent ? Je vous répondrai mais si vous me donnez des chiffres que vous croisez, vous aurez votre réponse mais il faut que je sache d'où ils sortent pour que je puisse vous apporter la réponse technique. Il faut regarder si c'est l'eau et l'assainissement qui rentrent dedans ?

Claudine PRAT : Alors vous avez rajouté les budgets annexes ?

Jean-Yves CHAPELET : Quand vous avez des chiffres comme ça, il n'y a pas de soucis, essayez de nous les fournir à la Commission et on vous apportera une réponse. Je rappelle que les chiffres qui sont produits au Conseil Municipal sont des chiffres qui sortent de la DGFIP, qui sont contrôlés donc quand il n'y a pas de cohérence c'est qu'il y a une technique, il y a quelque chose qui est passée à travers.

Claudine PRAT : Donc ce sont les budgets annexes.

Jean-Yves CHAPELET : Il n'y a pas un chiffre qui ne sorte pas de la DGFIP. Sachant qu'ils sont largement accessibles sur Internet à l'ensemble de la population. C'est peut-être l'eau et l'assainissement mais à vérifier.

Claudine PRAT : Vous attribuez cette baisse de la dette aux efforts des services, j'aurais plutôt tendance à dire que c'est le traitement de choc avec l'augmentation d'impôts, plus pas d'emprunts qui a fait que cet encours a mécaniquement baissé. Alors sur trois ans, vous avez annoncé une baisse de 500 €/habitant. Trois ans c'est une période que vous avez habilement choisie parce qu'elle correspond au pic d'endettement de 2014. Je trouve que cette baisse correspond à 7 millions et que ça fait plutôt 385 €/habitant, à nous justifier si c'est possible. Mais si on se reporte à 2009, c'est-à-dire depuis le début de votre gestion, la dette à ce moment-là ne baisse que de 260 €/habitant, ça fait un petit peu moindre. C'est là que vous avez un petit peu oublié de dire que de 2009 à 2014 la dette avait augmenté, je pense que c'est de la bonne communication.

Jean-Yves CHAPELET : Sincèrement, je vous trouve gonflée. Oser m'accuser de faire de la communication sur les chiffres ! Ceux qui me connaissent savent que je ne peux pas fonctionner ainsi. Vous n'êtes pas obligée de me croire mais venir me voir et dire que depuis 2009 nous n'avons pas désendetté de 500 € mais c'est surréaliste. Où étiez-vous en 2009-2010-2011-2012-2013-2014 ? Certainement pas là, je veux bien le croire. Ce dont je suis sûr c'est que vous n'avez pas participé à son endettement mais venir me le dire c'est simplement, éhonté et mensonger. Je vais vous faire un peu d'historique. Je me souviens ici dans cette salle de discussions disant d'accord on a hérité d'une dette mais on va essayer de la gérer, on a fait des

travaux tels que l'entrée Nord, Catherine a stabilisé la dette, elle a géré la dette en enlevant tous les emprunts toxiques tout en continuant à faire de l'investissement et la période de désendettement c'est 2014. Mais avant cette date, c'était une dette constante, nous avons fait des travaux avec l'héritage d'une dette. Si vous regardez les chiffres, je ne les invente pas, vous allez sur les chiffres de la DGFIP. Sincèrement quand vous m'accusez globalement de manipuler les chiffres je n'ai même pas envie de vous répondre.

Michel CEGIELSKI : Si je peux me permettre, vous savez autant que moi, qu'en termes de gestion financière on regarde la dynamique du moment. On ne compare pas avec ce qui s'est passé il y a 10 ans, 15 ans ou 25 ans parce qu'à ce moment-là on peut faire toutes les comparaisons que l'on veut. Ce qui est important c'est la dynamique du moment, c'est-à-dire qu'il faut regarder que depuis quelques années la courbe s'infléchit et qu'effectivement les experts financiers tels qu'on les a nommés tout à l'heure regardent vers où part la courbe, c'est la première des choses. La seconde c'est qu'en fonction de cette dynamique les banques reviennent taper à la porte pour nous prêter des fonds.

Jean-Yves CHAPELET : Vous voulez la justesse des chiffres, je vous encourage à aller voir ceux de la DGFIP et je reprendrai votre discours de non sincérité au moment du vote du compte administratif. Je ne vais même pas remonter en 2009, je vais prendre 1 711 €/habitant en 2012 pour arriver à 1 660 €, alors l'unité je ne l'ai pas mais je crois que c'est 1 163 € mais encore une fois ce ne sont pas des chiffres Mairie.

Claudine PRAT : Ça ne fait pas 3 ans.

Jean-Yves CHAPELET : Je vais arrêter le débat là-dessus parce que s'il se limite à ce genre de remarque, ce n'est pas la peine.

Claudine PRAT : Est-ce que je peux intervenir quand même ?

Jean-Yves CHAPELET : Vous pouvez mais nous sommes dans un DOB, il faudrait élever le niveau de discussion.

Claudine PRAT : D'accord. Je voulais simplement dire que ce traitement de choc qui a été appliqué pendant 2 ans ne peut pas se poursuivre les années suivantes, qu'il faudra nécessairement avoir recours à d'autres moyens d'augmenter les recettes et donc je voulais savoir vos objectifs entre les impôts pour lesquels vous avez dit qu'on n'y toucherait pas et le recours à l'emprunt de façon raisonnable ? Est-ce que l'on peut attirer des nouveaux foyers fiscaux à Bagnols et comment ?

Jean-Yves CHAPELET : Je vais vous répondre parce qu'au moins là on n'est pas sur un chiffre à la virgule.

Comment va-t-on faire ? C'est simple. Je m'inquiète parce que je ne suis pas sûr que vous ayez tout compris de ce qu'a dit Michel. Encore une fois, dans le PPI c'est la partie recettes qui est importante et sur laquelle on s'est engagé. Il y avait trois schémas que je vous ai présentés. Le 1^{er} schéma où on laissait filer le

fonctionnement à 3% et on voyait que l'on perdait de l'autofinancement, qu'on ne pouvait pas investir. Le 2^{ème} schéma, on restait à 2% et on ne pouvait pas investir et le 3^{ème} schéma était à 1% d'augmentation de fonctionnement. Aujourd'hui, ce qui est important c'est de garder cette économie en fonctionnement. Tout à l'heure M. CEGIELSKI a parlé du contrat de confiance avec l'État à 1.1%. Quand vous dégarez de l'autofinancement à 2.5 millions, à 3 millions, bien sûr que vous pouvez investir parce que c'est là que vous allez chercher votre capacité à investir. C'est ce qu'il a démontré. Aujourd'hui, on présente un budget 2018, c'est une ineptie, je devrais présenter un budget 2018-2019-2020-2021 parce qu'aujourd'hui les budgets sont intimement liés et quand on est dans une phase d'investissement c'est votre capacité tous les ans à faire cet autofinancement, ces économies. Vous me demandez « qu'est-ce qu'on va faire ? » On vient de vous le dire, on va garder un fonctionnement faible à 0.37%.

Ne levez pas les yeux au ciel, si vous pensez que 0.37% d'augmentation sur les ressources humaines alors que le GVT est à 2.44%, ce n'est pas un effort extraordinaire, il va falloir m'expliquer. Si c'est ce que vous pensez, je ne souhaite qu'une seule chose, ne soyez jamais élue Mme PRAT. 0.37% ça veut dire que globalement Mme CREPIEUX qui est à côté de moi, va passer encore une année, comme depuis des années, à essayer de trouver des solutions et à dire non quasiment en permanence. C'est comme chez vous, quand vous économisez tous les mois sur votre compte courant, cela vous permet de mettre de l'argent de côté et quand vous avez mis de l'argent de côté, vous pouvez avoir des prêts. C'est ainsi que cela fonctionne.

Claude ROUX : Mes chers collègues, pour moi le Débat d'Orientations Budgétaires c'est l'orientation donc c'est l'avenir. Donc, je ne parlerai pas du passé ou très peu. Mon intervention sera chronologique par rapport à ce débat qui, pour moi, est très bien fait. Je suis embêté car ou j'ai viré à gauche ce qui est faux ou vous avez viré à droite, il faudra me le démontrer mais je pense que vous avez enfin écouté les Bagnolais et vous réagissez pour l'avenir.

J'aurai un petit mot pour le contexte national. Je suis d'accord, je constate moi-même une petite reprise dans mon entreprise. Par contre, là où je ne suis pas tout à fait d'accord c'est je cite : « la situation résulte principalement de l'accélération de l'activité économique et des rentrées fiscales qui en découlent ». Oui il y a de l'activité économique, les rentrées fiscales on se les crée ? Quand on augmente le carburant, quand on augmente la CSG, quand on augmente le tabac ça ne peut que remplir les caisses de l'État.

Concernant les économies faites par l'État, on a gelé des grands projets d'infrastructures. Si je prends l'exemple du doublement de l'A9, ce projet en partenariat avec une entreprise privée a quand même donné du travail à un bon nombre d'entreprises et de salariés, c'est peut-être dommage de se passer de ce genre de projet pour relancer l'économie.

Concernant les effectifs, il y a entre 2014 et 2018, 15 personnels, rien à dire. Félicitations pour la parité hommes/femmes, pour une fois il y a plus de femmes que d'hommes.

Une petite inquiétude mais qui a quand même été expliquée par M. CEGIELSKI quant aux trois strates d'âges qui représentent à peu près 80% de l'effectif municipal, c'est

inquiétant car lorsqu'ils vont tous partir à la retraite, cela provoquera un grand vide même s'il y a des remplacements.

Si on regarde l'emploi des jeunes, la strate des -25 ans c'est plus qu'à la marge et ce qui me fait peur c'est la transmission du savoir où les strates d'âges ne sont pas trop équilibrées mais vous ne pouvez pas grand-chose sur le passé, vous le pourrez sur l'avenir.

Au travers des primes personnalisées ou individualisées, je trouve que c'est une excellente chose dans la mesure où, enfin, on va récompenser les gens qui le méritent. Cependant, la question se pose de savoir qui va faire cette notation ? S'il doit s'agir des chefs de service, il n'est pas évident de noter ses collègues.

Une question pour ma gouverne, qu'est-ce que le Swap ?

Michel CEGIELSKI : *inaudible*

Claude ROUX : Merci. Pour les tableaux de remboursement, vous avez évoqué que s'il n'y avait plus d'emprunts on ne s'endetterait plus mais je vous fais confiance pour que dans les années à venir il y en ait un peu plus, donc le tableau est assez faux.

Une autre question, les chiffres des strates s'arrêtent à 2015 alors que les nôtres vont en 2018, vous ne les avez pas ?

Jean-Yves CHAPELET : Ils ne sont pas officiels. Quand je dis « pas officiels », ils ne sont pas publiés, je pense qu'au CA on aura ceux de 2016.

Claude ROUX : Pour terminer mon intervention sur l'investissement local. Les priorités en investissement, l'embellissement de la ville c'est très bien. Vous héritez de ce qui n'a pas été fait depuis des décennies donc ça coûte de plus en plus mais ce n'est pas de l'investissement, on va dire, du nouvel investissement structurant. Vous n'avez pas dans vos projets de nouvelles halles de sports hormis peut-être la pelouse du stade. Je veux dire par là que c'est du gros investissement qui aurait dû être fait depuis des années. Priorité à l'éducation, la rénovation et la sécurisation des écoles et ensuite le handicap, bien sûr, je suis tout à fait d'accord avec vous. Un petit regret c'est que la majorité de l'investissement soit liée à des réparations ou des remises aux normes plutôt que de nouvelles structures pour la ville.

Concernant donc ces investissements, est-ce qu'ils seront financés uniquement par l'autofinancement et des subventions adéquates ou est-ce que vous allez faire un emprunt pour finaliser vos projets ?

Voilà, après je souhaiterais que vous leviez quelques doutes qui sont apparus dans mes pensées en lisant un peu la presse locale écrite sur la vente de la Tour de l'Horloge.

Si je peux me permettre de vous interroger aussi, j'ai été alerté par des commerçants de Bourg-Neuf suite au déplacement du Monument aux morts à partir du 14 juillet, les travaux concernant ce croisement vont commencer quand ? J'en ai fini.

Jean Yves CHAPELET : Je vais essayer de vous répondre à tous. Tout d'abord deux choses qui n'ont rien à voir avec le DOB. Pour le monument aux morts, je serai amené lors du prochain Conseil Municipal, à vous présenter un planning parce qu'il s'agit de quelque chose de sérieux et donc ce n'est pas de l'improvisation. Ma

demande politique est que le 11 novembre 2018 on fasse l'inauguration en lieu et place mais je pourrai vous communiquer un planning plus précis lors du prochain Conseil Municipal.

Concernant les journaux, je vais reprendre une phrase du Président de l'Agglomération du Gard Rhodanien, « le Parisien n'est pas le journal officiel de la Mairie ». Quand les journalistes sont de très, très, très, et très mauvaise foi, qu'ils viennent pour faire un reportage juste sur des bandes à travers un site Internet et que ça se termine par, « On vend la tour de l'Horloge », pendant quelques minutes, vous avez plein de gros mots à la bouche. Bien sûr que la Tour de l'Horloge n'est pas à vendre, vous siégez à ce Conseil Municipal. On a quand même envoyé un courrier très cinglant au rédacteur en chef du Parisien. Les journalistes locaux eux ont tempéré, on a eu le journaliste au niveau de la Région, il a bien tempéré. Je n'ai même pas répondu à ça parce que c'est de la mauvaise foi caractérisée.

Sur l'écoute des Bagnolais, nous sommes à leur écoute sur tous les projets que ce soit le chemin Lagaraud, l'entrée Nord, sur tous les projets on est à l'écoute à travers des commissions extra-municipales, des visites dans les quartiers, des questionnaires envoyés systématiquement à la population. C'est une façon de faire que l'on a depuis très longtemps.

Tout à l'heure vous parliez de la parité. Si vous regardez quand même le vrai déséquilibre sur la parité se trouve dans la catégorie C et pas dans les catégories A et B. Ce qui se traduit par une structure qui est un peu particulière. Globalement on peut être fier, quand on regarde dans le détail, je pense que l'on a encore du travail à faire sur la parité mais comme tout le monde.

Vous parliez de la pyramide des âges. Nous avons une pyramide des âges qui date des années 80, accès aux premiers emplois, aux Contrats Emploi Solidarité. On essaye de lisser cette pyramide par le recouvrement sur les postes stratégiques, on ne peut pas le faire partout, je suis honnête, sinon avec les 0.37% d'augmentation que je vous ai annoncés tout à l'heure, je ne passerai pas. Par contre, sur les postes stratégiques on fait du recouvrement et ce sont des postes plutôt à responsabilités. Et puis la 2^{ème} chose, je le rappelle, on a de l'apprentissage. Aujourd'hui, nous avons une quinzaine d'apprentis dont 8 nouveaux. Bien sûr que l'on ne va pas embaucher tout le monde parce que pour le coup mes 0.37% je les mets de côté mais par contre quand le maître d'apprentissage part en retraite s'il y a une possibilité que l'apprenti qui suit le maître d'apprentissage depuis 2 ou 3 ans, puisse prendre la relève, nous le faisons, même si en niveau de qualification, en niveau de connaissances ce n'est pas l'équivalent car l'ancienneté fait que l'on devient compétent avec l'âge. C'est la seule chose que j'ai appris pendant ma carrière.

L'éducation reste la priorité de nos priorités et ceci depuis 2008. Si vous regardez les comptes administratifs on est autour de 300 000, 400 000 € d'entretien de nos écoles. Ce n'est pas que la priorité en terme d'investissement, c'est aussi la priorité en terme de fonctionnement avec tout ce que l'on développe à côté, le Coup de Pouce, le CLAS, la Réussite Educative, etc...

Concernant le CIA, je ne sais pas si vous étiez de gauche ou si l'assemblée est passée à droite, nous sommes justes des pragmatiques. Aujourd'hui la loi nous permet d'accéder à ce type de prime, donc nous le mettons en place, ce n'est pas une histoire de gauche et de droite, c'est juste une histoire de management d'équipes et j'ai mandaté Mme CREPIEUX pour négocier son attribution avec les organisations syndicales. Le premier geste que nous ferons et qui a été annoncé par

M. CEGIELSKI c'est de mettre une enveloppe dans le budget ressources humaines, le montant bien sûr nous le retrouverons au niveau du budget. Les organisations syndicales, les élus, l'administration, ce groupe de travail c'est vrai pour le CIA, c'est vrai pour l'arrêt des NAP et c'est vrai pour la révision de l'organisation du travail. Je rappelle qu'au mois de septembre je veux que tout soit terminé parce qu'après il y a des élections professionnelles au mois de décembre, la campagne commençant en septembre.

Christian ROUX : J'aurais juste quelques questions à vous poser concernant aussi les ressources humaines. Je sais qu'il y a quelques postes partiels Mairie et Agglomération, il y a un pourcentage du temps de travail qui est affecté côté Agglomération et un autre temps de travail affecté à la Mairie. Est-ce que vous pourriez me dire le nombre de personnes que cela concerne et surtout est ce que vous avez fait un retour d'expérience par rapport à ce partage du temps ?

Jean-Yves CHAPELET : Le nombre de personnes je ne peux pas, mais on vous le fournira. Le retour d'expérience ce sont des vrais gains. Je vais parler à la place du Président de l'Agglomération qui est en train de parler avec la Conseillère Régionale de ce sujet. Je prends l'exemple de la partie informatique. Si vous avez une personne à la Mairie de Bagnols et une personne à l'Agglomération, ça n'a pas de sens car si l'un d'eux est malade et que l'autre est absent, au final ce sont deux personnes absentes des deux côtés. Donc, nous avons mutualisé ces 2 personnes ce qui nous permet d'avoir une continuité du service. En terme de mutualisation c'est un 2^{ème} salaire mais que l'on mutualise sur les deux donc ça permet d'avoir une continuité du service. Il est normal que l'on travaille en synergie.

Christian ROUX : Et humainement, quel retour ? Pas de retour du bien vécu ?

Jean-Yves CHAPELET : Je parle sous contrôle de Mme CREPIEUX, je n'ai personne qui vient se plaindre.

Christian ROUX : Mme CREPIEUX elle boude quand je pose des questions, c'est marrant.

Jean-Yves CHAPELET : Humainement globalement la mutualisation fonctionne bien. Alors juste pour votre information, on a environ 40 personnes qui sont mutualisées. Sur les ALSH on a une vingtaine de personnes et sur l'administratif et le technique on a une grosse vingtaine de personnes aussi.

Christian ROUX : J'ai une 2^{ème} question liée à la pyramide des âges avec un départ massif de certains employés de mairie prochainement. Ma crainte par rapport à la baisse d'effectif est que vous sous-traitez des pans d'activités justement. J'ai vu récemment que vous aviez sous-traité la levée des encombrants, cela m'inquiète un petit peu, je me dis qu'on risque de continuer de poursuivre l'externalisation.

Jean-Yves CHAPELET : Non mais aujourd'hui on se recentre sur nos cœurs de métiers, ce n'est pas nouveau, je le rappelle, depuis maintenant quelques années on se recentre sur nos cœurs de métier, la culture, le sport, les finances, etc. et même

si tout s'arrêtait, vous avez des services qui sont régaliens, comme l'état-civil, les pouvoirs de police du Maire qui continueraient.

Le ramassage des encombrants est un service qui a été créé en 2009 mais qui ne fonctionnait plus, nous avons essayé de le recentrer. Pourquoi ? En partie à cause de la baisse des effectifs. Mieux valait répartir les effectifs vers la voirie ou dans des services qui sont des services régaliens de la Mairie et sous-traiter le service des encombrants. Je ne dis pas externaliser parce que cela voudrait dire que c'est une mission de la mairie qu'on met à l'extérieur. Maintenant tout a ses limites, si c'est pour aller voir si la police municipale va être sous traitée, si les PV seront sous traités, c'est hors de question. Aujourd'hui on est dans une recherche sur des choses que l'on fait et qui ne sont pas le cœur de métier de la mairie. Le cœur de métier c'est l'alchimie.

Christian ROUX : Une autre question sur la politique « Handicap ». Je constate que vous avez un taux d'emplois de 11.47% ce qui me semble très très élevé. Est-ce dû à une politique d'embauche des personnes en situation de handicap ? Est-ce que vous avez une recrudescence des déclarations, est ce que vous avez une recrudescence des invalidités ? Quelle est la part du secteur protégé aussi ?

Jean-Yves CHAPELET : Pas du tout. On est à 3 en secteur protégé, on a conventionné. Sur le reste, c'est bien sûr une volonté que nous avons et on va l'afficher. Je pense que Mme CREPIEUX y reviendra tout à l'heure dans les questions suivantes. C'est une volonté politique affichée de faire que le handicap soit complètement intégré aux ressources humaines de la commune.

Christian ROUX : Une question sur le commerce du centre-ville. Simplement je vais essayer d'être constructif, je voudrais vous dire qu'il existe un opérateur public qui est dédié à la revitalisation commerciale, est ce que vous avez l'intention de faire appel à cet opérateur public ? Ou est-ce que vous allez travailler en interne justement pour revitaliser le commerce local ?

Jean-Yves CHAPELET : C'est quoi votre opérateur public ?

Christian ROUX : Il y a un opérateur public national, est-ce que vous avez l'intention de le solliciter ?

Jean-Yves CHAPELET : Nous venons de passer une convention avec le FISAC si c'est de cela dont vous me parlez, afin d'investir 3 fois 70.000 € par an, 2018-2019-2020. Le fléchage 2018 est sur le jalonnement, sur les opérations de façades, sur l'Ada'p des commerces et sur la signalétique. C'est ce qui a été fait pour cette année, c'est notre volonté politique.

La 2^{ème} chose, vous parlez de commerce, on va rentrer dans un système d'aide aux loyers sur les 1^{er} mois pour aider à l'implantation. Ce n'est pas le principe de la boutique éphémère qui elle peut disparaître demain. A ce propos, on a aujourd'hui quelqu'un qui est dédié complètement à l'animation du centre-ville et là dans quelques temps j'espère vous annoncer des bonnes nouvelles.

Jean Christian REY : Juste un petit mot très court. Ces orientations sont d'excellentes orientations, cela ne vous surprendra pas que je pense ainsi évidemment. Mais surtout je trouve que ce DOB inscrit durablement le fait que la dette a été divisée par deux et que les économies sont importantes, moins 15.5% sur les RH, ce sont des efforts sans précédents. Cela me rend optimiste, je voulais vous le dire, certains l'ont reconnu, certains ont eu plus de mal. Merci.

Jean-Pierre NAVARRO : Une question courte qui appelle une réponse courte si vous le voulez bien. J'ai apprécié tout à l'heure votre façon de tordre le coup à un vilain bruit qui courait dans les rues de Bagnols porté par le mistral. De la même manière, j'ai été plusieurs fois interpellé sur cette affaire qui court sur le quartier du Murel qui semble sérieuse puisque c'est planifié, est ce que vous pouvez apporter une réponse ?

Jean-Yves CHAPELET : Non. J'apporterai une réponse dans une question suivante, là je voudrais finir le DOB d'accord ? Je rappelle qu'il ne se vote pas mais que l'on en prend acte.

Je ne vais pas renouveler mes remerciements mais ils sont vraiment sincères, je pense qu'ils ont été unanimes.

1^{ère} chose je voudrais juste rappeler l'élément fondateur de ce DOB.

Pour la 1^{ère} fois depuis une dizaine d'années la DGF n'est pas touchée, c'est à dire que l'on a une DGF qui est assurée à l'euro près. C'est un élément fondamental et cela faisait une grosse dizaine d'années qu'on n'était plus sur ce type de situation.

Je rappelle la volonté, mais la vraie volonté communale, c'est que l'on reste en fonctionnement à une hausse de 1,1%. Dès le mois de novembre, nous avons rencontré Monsieur le Préfet en lui disant « M. le Préfet, si j'ai bien entendu, si on est dans le 1.1% d'augmentation des dépenses de fonctionnement, si on s'engage sur ce plan-là, on signe un contrat de confiance ». Je suis allé réclamer le contrat de confiance au Préfet qui bien gentiment m'a dit : « M. Chapelet le seul bémol qu'il va y avoir c'est que vous n'êtes pas une ville supérieure à 50.000 habitants » donc sachez et je le trouve très logique que nous n'avons pas pu entrer dans ce contrat de confiance mais la confiance, c'est la confiance. C'est-à-dire je me suis exprimé auprès du Préfet en lui disant qu'on resterait dedans. Donc je vous l'annonce, nous sommes, même si nous ne l'avons pas signé, nous sommes dans le cadre du contrat de confiance avec l'État et je vous le dis pour les 3 années à venir ce sera 1.1% d'augmentation du budget de fonctionnement par an.

2^{ème} chose, en dehors de cette contractualisation, c'est la 1^{ère} fois depuis 3 ans où on n'a pas un geste nécessaire à faire des économies. Je rappelle que sur les 3 dernières années et le maire qui m'a précédé, M. Rey l'avait dit, nous sommes partie-prenante du plan d'économies qu'il fallait que l'on mette en place pour réduire les déficits nationaux. Aujourd'hui force est de constater que sur les 3% de déficits nationaux, je pense que l'on sera autour de 2.9 donc c'est un pari réussi. Localement cela nous a créé des soucis sur l'investissement, sur les RH, sur les consommables mais force est de constater que le pari est réussi.

Pourquoi je dis ça ? C'est qu'en même temps on a donné un 2^{ème} coup de rein pour que nos indicateurs, même s'ils ne vous plaisent pas, je n'y peux rien, que nos indicateurs de désendettement par habitant, de montant de l'autofinancement, de capacité à désendetter c'est-à-dire qu'aujourd'hui un des chiffres qui commence à

figurer, qui est hyper important dans ce chiffre, l'autofinancement aujourd'hui lorsque vous prenez votre dette globale que vous divisez par l'autofinancement on était sur des 15-16-17 ans, aujourd'hui on est à peu de chose près dans la moyenne nationale, on est à 11 ans. C'est un chiffre qui traduit une réalité donc on a fait un double effort, on a participé à l'effort national et on va continuer à le faire mais surtout on a aussi remis la commune dans une strate, dans des paramètres qui sont ceux de sa strate. Sincèrement, je pense que l'équipe qui est ici peut être assez fière de ça.

Sur la taxe d'habitation, je ne vais pas refaire le débat mais sincèrement, encore une fois, du moment que l'on me laisse les leviers de pouvoir faire évoluer les taux et que l'on me dise ce sera un dégrèvement à l'euro près pendant les 3 années à venir, ça me va, je préfère encore des dégrèvements à des dotations.

Je pense que vous présenter un budget 2018, en tous les cas pour ceux qui étaient aux vœux du Maire début janvier, a du sens parce que la réglementation fait que l'on vote un budget annuel, mais ce n'était pas un budget annuel que je vous proposais, ce que je vous propose et ce que l'équipe qui est ici vous propose, c'est un budget 2018-2019-2020-2021-2022, c'est ce qui importe. Je vais vous donner un exemple, celui de la place Jean-Jaurès. Je ne dis pas que les travaux seront faits en 2018 parce qu'il y a des travaux, parce qu'il y a de la concertation, parce qu'il y a le code des marchés, ce sera peut-être achevé sur la fin du mandat. Pareil pour les travaux de l'EHPAD. On va donner le 1^{er} coup de pelle cette année mais l'inauguration elle, se situera en 2021. La rénovation de la pyramide, à moins d'avoir la potion magique d'Astérix, je sais fort bien qu'entre le moment où on va la mettre à l'arrêt et le moment de sa réouverture, on sera au-delà de l'échéance de 2020. C'est pour cette raison que je dis que le budget que l'on est en train de vous proposer ce n'est pas un budget 2018, c'est un budget jusqu'en 2022.

3^{ème} chose, si vous étiez aux vœux du maire, j'ai dit que la véritable richesse de cette équipe c'est d'avoir en son sein un Député, une Conseillère Régionale, un Président d'Agglomération, ce n'est pas du pipeau. N'y voyez aucune attaque de ma part, mais d'aller tout seul refaire la place Mallet sans subvention, c'est fini ce temps-là. Aujourd'hui, il y a des politiques régionales, des politiques d'État, des politiques de l'Agglomération qui font que les financements croisés permettent de réaliser les choses et de les faire avec un petit peu d'intelligence. Celui qui va se battre contre les énergies renouvelables, contre les véhicules électriques, il peut, mais il a perdu d'avance. J'en veux pour exemple le stade synthétique bien sûr que c'est une nécessité mais il faut aller chercher des subventionnements, voir comment on peut le faire, dans quelles conditions on va le réaliser. Tout récemment avec le Président de l'Agglomération et la Conseillère Régionale, nous étions à une réunion sur l'aménagement de la gare, autant vous dire que si nous n'avions pas parlé tous les trois de la même voix c'était fini, on n'y allait pas.

Concernant le plan de sécurité au quotidien (PSQ) nous sommes passés à côté c'est pour les villes de 50.000 habitants, mais quand l'État propose de vous aider financièrement pour le doublement de votre parc de vidéosurveillance, je pourrais dire non, mais pas du tout, on va accepter parce que c'est le sens de l'histoire et, encore une fois, nos investissements sont des investissements avec des financements croisés et on essaye de suivre les politiques locales.

Je voudrais remercier Mme Graziano-Bayle, car à la fin de l'ordre du jour, dans les décisions du Maire figure le nouveau contrat pour la gestion de l'éclairage. Elle s'est

battue en mettant des objectifs de réduction sur les consommations électriques, les consommations électriques de l'éclairage public, des signalisations lumineuses tricolores, des stades. Lorsqu'on met des objectifs à 3 ans à 40% de consommation électrique en moins, c'est du fonctionnement. On sait que l'on va investir mais on investit pour réduire notre fonctionnement.

Dernier point la part de l'investissement, vous l'avez très bien dit, c'est qu'à un moment donné, il faut aussi répondre aux attentes de nos concitoyens. Le Bourg Neuf, il y a très longtemps qu'on en parle, la place Bertin-Boissin, je n'en parle même pas. Et si l'on est aussi en période d'investissement c'est parce que tout simplement il y a une légère amélioration de la relance en France. On va l'accompagner parce que je n'oublie pas qu'en France les premiers donneurs d'ordres ce sont les collectivités et que ce sont elles qui font marcher les entreprises.

Sur ce DOB, on peut être très fier de ce qui a été fait. Actuellement, nous sommes dans une période où l'on peut investir, le temps s'y prête, on ne va pas investir parce que c'est la fin de mandat, localement dans les finances de la commune mais aussi au niveau national.

Je vous remercie. Vous avez bien compris que derrière il n'y aurait pas d'augmentation d'impôts, je pense que c'est clairement énoncé.

Nous passons au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

Le Conseil municipal à l'unanimité prend acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2018.

Question n° : **03**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : Autorisation du Maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement avant le vote du Budget primitif 2018.

1/ Note synthétique de présentation :

Afin de ne pas retarder le lancement de travaux et leur paiement aux fournisseurs, il est proposé de mettre en application l'article L1612-1 du Code général des collectivités territoriales qui permet au Maire : d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

L'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits qui seront inscrits au budget primitif de l'année en cours lors de son adoption.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 31 janvier 2018.

Michel CEGIELSKI : En fait c'est l'autorisation d'engager, de dépenser en investissement avant que l'on vote le budget, ce que je viens de dire, dans la limite des 25% des moyens qui ont été alloués au budget de l'année dernière.

Jean-Pierre NAVARRO : L'article L1612-1 limite votre anticipation à 25% des crédits 2017. Ce rapport étant scrupuleusement respecté, à un cheveu près, je ne vois aucune raison de m'opposer à cette opération qui va dans le sens des intérêts de la commune.

Jean-Yves CHAPELET : Merci. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 3 est adoptée à l'unanimité.

Jean-Yves CHAPELET : Mme Pages devant nous quitter pour aller préparer le concours des jeunes talents, je vous propose de passer tout de suite à la question 8 et on reviendra après à la question 4.

Question n° : **08**

Rapporteur : **G. PAGES**

Objet : **Attribution d'une subvention aux associations dans le cadre du « Pass-Loisirs » pour les chèques associations.**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre de la mise en place du « Pass-Loisirs », plusieurs objectifs étaient visés :

- la découverte de multiples activités pratiquées sur la commune,
- l'accessibilité pour tous aux associations sportives et culturelles bagnolaises,
- une aide aux associations à se faire connaître,
- une réponse aux objectifs du Projet Educatif de Territoire.

De ce fait, les enfants qui ont découvert une activité au cours du « Pass-Loisirs » se voient proposer une participation de 15 € leur donnant ainsi une aide financière pour une inscription dans une association.

Ce principe permettant de favoriser l'accès aux associations.

Il a été conventionné avec les associations participantes au « Pass-Loisirs », qu'elles réceptionneraient ces « chèques associations » et les déduiraient du montant de la cotisation.

La Ville s'engageant alors à verser une subvention de compensation.

Cette délibération vient en complément de celle de décembre 2017, due à une inscription tardive à l'Association « Bagnols-Judo ».

Au total, sur 150 chèques distribués aux enfants, une vingtaine a été utilisée.

Il est proposé de verser une subvention de 15 € à l'association « Bagnols-Judo ».

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 29 janvier 2018 ainsi qu'à la Commission moyens généraux du 31 janvier 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **04**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Modification du tableau des effectifs du personnel communal.**

1/Note synthétique de présentation :

Il est proposé de modifier le tableau des effectifs du personnel communal comme suit :

Suppression	Création	Observations
	1 poste d'adjoint technique à temps non complet à raison de 18 heures 30 hebdomadaires	- Recrutement d'un agent reconnu MDPH

Question présentée à la Commission moyens généraux du 31 janvier 2018.

Emmanuelle CREPIEUX : C'est en lien avec l'association Trisomie 21.

Jean-Yves CHAPELET : Ce sont des petits moments de fierté quand on est élu et que l'on signe ce type de contrat.

Claudine PRAT : Vous faites référence à un accroissement d'activité dans une école maternelle, c'est dû à des inscriptions supplémentaires ?

Emmanuelle CREPIEUX : C'est un redéploiement en interne.

Claudine PRAT : Mais vous dites que c'est lié à un accroissement d'activité dans une école maternelle.

Emmanuelle CREPIEUX : C'est parce qu'il y a eu redéploiement d'un agent à temps complet sur une autre école qui est passé à 18 h 30.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 4 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **05**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Convention entre le Conseil départemental du Gard et la Commune pour le financement d'un poste d'adjoint du patrimoine.**

1/Note synthétique de présentation :

Il s'agit de renouveler la mise à disposition à hauteur de 30% d'un poste de la filière culturelle mis à disposition par le Conseil départemental du Gard pour l'animation des musées de Bagnols-sur-Cèze, le poste étant assuré par 2 agents du Conseil départemental du Gard à hauteur de 15% chacun.

Question présentée à la Commission moyens généraux du 31 janvier 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 5 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **06**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Association BABART : mise en place d'une permanence de l'artothèque à la Médiathèque Léon-Alègre.**

1/Note synthétique de présentation :

L'association BABART a ouvert une artothèque itinérante depuis 2002.

Une artothèque est une bibliothèque d'œuvres d'art. En adhérant à l'artothèque, les abonnés peuvent emprunter peintures et sculptures et renouveler leurs choix tous les deux mois.

L'association BABART propose, dans le cadre d'un partenariat avec la Médiathèque Léon-Alègre, de développer son projet sur le territoire bagnolais avec :

- la mise en place d'une permanence bimestrielle dans les locaux de la Médiathèque, soit 6 permanences par an,
- le dépôt d'une œuvre originale, soit 6 œuvres par an,
- la communication et rencontre des publics.

Il est proposé d'adhérer à un abonnement annuel de 196 € à l'association BABART pour son projet d'artothèque dans les locaux de la Médiathèque Léon-Alègre,

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 29 janvier 2018 ainsi qu'à la Commission moyens généraux du 31 janvier 2018.

Serge ROUQUAIROL : Juste pour éclairer ma lanterne Mme l'Adjointe, il me semble que nous avons déjà été en contact avec cette association BABART il y a 4 ou 5 ans ou 6 ans de ça ?

Ghislaine GOURBEY : Tout à fait, c'est une opération qui continue. C'est juste que la médiathèque adhère pour avoir une toile tous les 2 mois et la toile est bien exposée à l'entrée de la médiathèque. Justement ce matin le hasard a fait qu'il y avait un reportage sur une expo « Art Singulier Art Brut » à la télé qui était très intéressante, sur Paris bien sûr, elle a duré 5 mn et définissait bien ce qu'était ce nouvel art, ce n'est pas un nouvel art mais enfin dans l'histoire de l'art c'est assez nouveau et c'était très intéressant et de plus en plus les gens s'y intéressent.

Claudine PRAT : Est-ce que vous avez un retour d'expérience sur la fréquentation des Bagnolais à cette permanence ?

Ghislaine GOURBEY : La permanence est à la médiathèque. Donc sur la médiathèque il y a environ 30.000 visites par an.

Claudine PRAT : Je veux dire sur les emprunts d'œuvres d'art ?

Ghislaine GOURBEY : Alors là je peux le demander, je vous le dirai.

Jean-Yves CHAPELET : Quand vous avez ce type de question posez les avant en commission. Vraiment je rappelle, les commissions sont là pour débattre, pour demander des précisions ce qui nous permet au moment du Conseil Municipal de vous apporter, en direct, la réponse.

Jean-Pierre NAVARRO : Ces œuvres d'art itinérantes courent obligatoirement un risque, vol, dégradation, etc. Qui les assure ?

Ghislaine GOURBEY : C'est l'assurance civile que tout le monde a et qui est obligatoire, il n'y a pas de soucis.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 6 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **07**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Convention de don d'œuvres pour le musée Albert-André.**

1/Note synthétique de présentation :

Messieurs Dominique et Philippe Tailleur, collectionneurs résidant à Nîmes ont émis le souhait de faire don à la commune pour le musée municipal d'un ensemble d'œuvres afin d'en assurer la conservation et la valorisation.

La liste des œuvres proposée est la suivante :

- 9 œuvres du peintre espagnol Manolo RUIZ-PIPO (1929, Grenade – 1998, Agen) :

- *Maternité*
- *Femme demi-nue tenant un fruit*
- *Nature morte aux chats*, 1953
- 3 tableaux intitulés *Toreros*,
- *La pluie, huile et gouache*
- *Neige*
- *Autoportrait*

- 1 œuvre du peintre français Edgard MAXENCE (1871, Nantes – 1954, La Bernerie-Retz) :

- *Sortie d'église / Procession*, huile sur toile.

Ces œuvres viendraient opportunément enrichir les fonds d'art moderne et contemporain du musée Albert-André. En effet, les tableaux de Manolo RUIZ-PIPO font écho aux œuvres de la collection d'art contemporain conservées au musée tandis que la peinture d'Edgard MAXENCE, dont plusieurs œuvres sont déjà conservées dans des collections publiques (notamment au musée d'Orsay), viendraient renforcer l'ensemble de toiles réalisées au tournant du XIX^e et XX^e siècles par des grands noms de la peinture moderne.

Il est donc proposé d'accepter le don fait au musée Albert-André et de signer une convention de don de ces œuvres et d'autoriser leur inscription à l'inventaire de l'établissement.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 29 janvier 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 7 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **09**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Demande de financement à la conférence des financeurs départementale pour la prévention de l'autonomie des personnes âgées.**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre de l'appel à initiative 2018 de la Conférence des financeurs pour la prévention de l'autonomie des personnes âgées lancée par le Département du Gard, des actions de prévention peuvent être financées sur le territoire du Gard rhodanien.

Considérant qu'il a été constaté des besoins peu couverts sur le territoire du Gard rhodanien et des publics insuffisamment pris en compte dans le parcours de vie des personnes les plus vulnérables, il est proposé de déposer des demandes de financement auprès du Conseil départemental pour développer les actions suivantes en direction des personnes âgées en situation d'exclusion culturelle et sociale :

- création d'emploi de proximité auprès des écoles primaires,
- portage de livres à domicile de la médiathèque : portage de livres.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 31 janvier 2018.

Denis RIEU : Il s'agit bien tel qu'il est indiqué d'avoir des actions en direction des personnes âgées, c'est-à-dire + de 60 ans, je suis désolé j'en fais partie. Les personnes de + 60 ans qui souhaiteraient avoir une petite activité en particulier en direction d'actions sociales qui leur permettraient à la foi de conserver une aide sociale et d'avoir même un petit revenu complémentaire. Pour l'instant, c'est en direction des emplois de proximité auprès des écoles primaires et des livres à domicile mais il y a d'autres domaines dans lesquels on va faire appel à la Conférence des financeurs.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **10**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : Classement d'une partie de l'Avenue de l'Hermitage et de l'Impasse de la Floure dans le domaine public communal et annulation de la servitude grevant la parcelle communale AM 585.

1/Note synthétique de présentation :

Une partie de l'Avenue de l'Hermitage et de l'Impasse de la Floure sont actuellement dans le domaine privé de la Commune, parcelles cadastrées AM 496, 572, 578 et 581 pour l'Avenue de l'Hermitage et parcelles cadastrées AM 499 et 586 pour l'Impasse de la Floure.

Ces parcelles sont constitutives de voirie, par conséquent, la Commune souhaite les classer dans son domaine public.

Le classement de la voie est dispensé d'enquête publique préalable puisqu'il n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Par ailleurs, il convient de procéder à l'annulation de la servitude de passage, au profit des consorts ROUX, grevant la parcelle communale AM 585, puisque ces derniers auront la possibilité d'accéder à leur fond via la voie publique.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de classer les parcelles cadastrées AM 496, 572, 578 et 581 (260 ml), constituant l'Avenue de l'Hermitage, et les parcelles cadastrées AM 499 et 586 constituant l'Impasse de la Floure (90 ml), dans le domaine public communal,
- d'annuler la servitude de passage au profit des consorts ROUX grevant la parcelle AM 585,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 30 janvier 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **11**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Acquisition d'une emprise foncière issue de la parcelle cadastrée BM 187 appartenant à Habitat du Gard.**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre de la réalisation du nouvel EHPAD communal, les contraintes liées à la typologie du terrain et aux règles d'urbanisme relatives aux prospects obligent la ville à acquérir une emprise foncière, d'une surface de 34 m², issue de la parcelle BM 187.

Par délibération n° 2017/093 du 18 décembre 2017, Habitat du Gard a donné son accord pour une cession à 1 700 € HT.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir auprès d'Habitat du Gard une partie de la parcelle cadastrée BM 187, pour une superficie de 34 m², à 1 700 € HT.
- que les frais notariés seront à la charge de la Commune.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 30 janvier 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **12**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Dénomination de voie : « Impasse du Parc CHAMONT ».**

1/Note synthétique de présentation :

Afin de répondre aux demandes pour la création d'adresses et pour l'attribution de numérotages de voirie, la commune doit nommer la voie publique desservant les habitations existantes pour les parcelles cadastrées section AS n° 26, 30, 31, 32 et 33.

Cette voie ne comportant pas de nom se situe au départ de la rue du Parc CHAMONT jusqu'aux parcelles cadastrées section AS n° 29 et 30. Afin de normaliser l'accès aux habitations, la création d'adresses permettra de les géolocaliser.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de nommer la voie publique désignée sur les documents graphiques joints à ce dossier « Impasse du Parc CHAMONT »,
- que cette délibération soit transmise aux organismes suivants : la Préfecture, la Gendarmerie, la Police Nationale, le SDIS, la Poste, la DDFIP, l'IGN.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 30 janvier 2018.

Jean-Yves CHAPELET : C'est une voie publique qui n'avait pas de nom, qui créait une confusion donc vous le voyez sur le plan, nous avons décidé de l'appeler « impasse du Parc Chamont ». Cette délibération sera transmise à la Police Nationale, à la Gendarmerie, à la Préfecture, au SDIS, à la Poste, à la DDFIP et à l'IGN.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 12 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **13**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Dénomination de voie : « Impasse de MALPASSET ».**

1/Note synthétique de présentation :

Afin de répondre à une demande pour la création d'adresses et pour l'attribution de numérotages de voirie, la commune doit nommer la voie publique desservant l'habitation existante pour la parcelle cadastrée section AC n° 113.

Cette voie limitrophe entre Bagnols-sur-Cèze et Saint-Nazaire ne comportant pas de nom se situe au départ du chemin de la CHAPELLE jusqu'à la parcelle cadastrée section AC n° 112. Afin de normaliser l'accès pour cette habitation, la création d'une adresse permettra de la géolocaliser.

La commune de Saint-Nazaire ayant nommé cette voie « Impasse de MALPASSET », il convient de l'adopter ainsi à l'identique et pour la partie délimitée et localisée sur le territoire de la Commune de Bagnols-sur-Cèze.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de nommer la voie publique désignée sur le document graphique joint à ce dossier « Impasse de MALPASSET »,
- que cette délibération soit transmise aux organismes suivants : la Préfecture, la Gendarmerie, la Police Nationale, le SDIS, la Poste, la DDFIP, l'IGN.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 30 janvier 2018.

Jean-Yves CHAPELET : C'est la même chose. En réalité cette voie s'appelait déjà Impasse Malpasset sauf qu'elle n'était pas officialisée.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 13 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **14**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Dénomination de voie : « Impasse de la COLLINE ».**

1/Note synthétique de présentation :

Afin de répondre aux demandes pour la création d'adresses et pour l'attribution de numérotages de voirie, la commune doit nommer la voie publique desservant les habitations existantes pour les parcelles cadastrées section AS n° 25, 27 et 28.

Cette voie ne comportant pas de nom se situe au départ de la Rue du Parc CHAMONT jusqu'aux parcelles cadastrées section AS n° 27 et 28. Afin de normaliser l'accès aux habitations, la création d'une adresse permettra de les géolocaliser.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de nommer la voie publique désignée sur les documents graphiques joints à ce dossier « Impasse de la COLLINE »,
- que cette délibération soit transmise aux organismes suivants : la Préfecture, la Gendarmerie, la Police Nationale, le SDIS, la Poste, la DDFIP, l'IGN.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 30 janvier 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 14 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **15**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Dénomination de voie : « Chemin du PONTILLASSE ».**

1/Note synthétique de présentation :

Afin de répondre à la demande de création d'adresses et pour l'attribution de numérotages de voirie, la commune doit nommer la voie publique desservant les futures habitations pour les parcelles cadastrées section AP n° 172 et 310.

Cette partie de la voie sans nom se situe à la continuité du chemin du PONTILLASSE et jusqu'au chemin de Saint-Théodorite. Afin de normaliser l'accès aux parcelles constructibles, la création d'adresses permettra de les géolocaliser.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de nommer cette partie de la voie publique désignée sur les documents graphiques joints à ce dossier « Chemin du PONTILLASSE »,
- que cette délibération soit transmise aux organismes suivants : la Préfecture, la Gendarmerie, la Police Nationale, le SDIS, la Poste, la DDFIP, l'IGN.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 30 janvier 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 15 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **16**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Dénomination de voie : « Chemin rural dit de PRADE et MERIC ».**

1/Note synthétique de présentation :

Afin de répondre à une demande pour la création d'adresses et pour l'attribution de numérotages de voirie en milieu rural, la commune doit nommer la voie publique desservant l'habitation existante pour la parcelle cadastrée section AL n° 204.

Cette voie ne comportant pas de nom se situe au départ du chemin du PAILLASSON jusqu'à la parcelle cadastrée section AL n° 212. Afin de normaliser le numérotage pour cette habitation, la création d'une adresse permettra de la géolocaliser.

L'information principale figurant dans le registre de l'état des chemins ruraux de la commune de Bagnols-sur-Cèze certifie que le tracé de ce chemin est bien répertorié dans le cadastre parcellaire NAPOLEONIEN de 1830.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de nommer la voie publique désignée sur les documents graphiques joints à ce dossier « Chemin de PRADE et MERIC »,
- que cette délibération soit transmise aux organismes suivants : la Préfecture, la Gendarmerie, la Police Nationale, le SDIS, la Poste, la DDFIP, l'IGN.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 30 janvier 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Pour celle-ci nous sommes allés chercher le nom dans le code Napoléonien de 1830.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 16 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **17**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Dénomination de voie : « Chemin rural dit de la CALADE ».**

1/Note synthétique de présentation :

Afin de répondre aux demandes pour la création d'adresses et pour l'attribution de numérotages de voirie en milieu rural, la commune doit nommer la voie publique desservant les habitations existantes pour les parcelles cadastrées section AV n° 86, 87, 90, 91, 92 et 212.

Cette voie ne comportant pas de nom se situe entre la route de Saint-Gervais et le chemin rural n° 1 dit de BERCON. Afin de normaliser le numérotage pour chaque habitation, la création d'une adresse permettra de les géolocaliser.

L'information principale figurant dans le registre de l'état des chemins ruraux de la commune de Bagnols-sur-Cèze certifie que le tracé de ce chemin est bien répertorié dans le cadastre parcellaire NAPOLEONIEN de 1830.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de nommer la voie publique désignée sur les documents graphiques joints à ce dossier « Chemin de la CALADE »,
- que cette délibération soit transmise aux organismes suivants : la Préfecture, la Gendarmerie, la Police Nationale, le SDIS, la Poste, la DDFIP, l'IGN.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 30 janvier 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 17 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **18**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Dénomination de voie : « Chemin rural dit d'ALLANT à BAYLESSE ».**

1/Note synthétique de présentation :

Afin de répondre à une demande pour la création d'adresses et pour l'attribution de numérotages de voirie en milieu rural, la commune doit nommer la voie publique desservant l'habitation existante pour les parcelles cadastrées section AV n° 407 et 408.

Le chemin rural n° 8 dit d'ALLANT à BAYLESSE se situe entre le chemin rural n° 6 dit de la Chartreuse de Valbonne et la route de Saint-Gervais. Afin de normaliser le numérotage d'une habitation, la création d'une adresse permettra de la géolocaliser. L'information principale figurant dans le registre de l'état des chemins ruraux de la commune de Bagnols-sur-Cèze certifie que le tracé de ce chemin est bien répertorié dans le cadastre parcellaire NAPOLEONIEN de 1830.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de nommer la voie publique désignée sur les documents graphiques joints à ce dossier « Chemin d'ALLANT à BAYLESSE »,
- que cette délibération soit transmise aux organismes suivants : la Préfecture, la Gendarmerie, la Police Nationale, le SDIS, la Poste, la DDFIP, l'IGN.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 30 janvier 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 18 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **19**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement pour l'exercice 2016.**

1/Note synthétique de présentation :

Le Maire doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics en eau potable et assainissement. Ce rapport doit être présenté au Conseil municipal pour avis au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné ou dans les douze mois si au moins une compétence en eau potable ou assainissement a été déléguée à un établissement public de coopération intercommunale.

Dans le cas présent, les compétences traitement des eaux usées et service public d'assainissement non collectif ont été transférées au Sabre (syndicat d'assainissement de Bagnols et sa Région). Le rapport annuel du Sabre est annexé au présent rapport.

Dans les quinze jours qui suivent leur présentation, les rapports seront mis à la disposition du public à la mairie pendant un mois après avis par affichage.

Un exemplaire devra aussi être transmis au Préfet pour information.

Les faits marquants de l'exercice 2016 pour l'eau potable et l'assainissement sont :

Eau potable :

- 10^{ème} année de fonctionnement du contrat d'affermage

Assainissement :

- 2^{ème} année de fonctionnement du contrat de prestations de service pour l'entretien des réseaux EU

Prix de l'eau sur l'exercice :

Dans le but d'avoir une meilleure représentativité du prix de l'eau et une base de comparaison nationale, le prix de l'eau est évalué au travers d'une facture type de 120 m³/an soit en moyenne la consommation d'un foyer durant une année.

Au 1^{er} janvier 2017 le prix moyen de l'eau sur une consommation annuelle de 120 m³ (partie fixe et partie proportionnelle en eau potable + assainissement + taxes) est de **3,74 €/m³** soit une baisse 0,37% par rapport à la facture de 120 m³ du 1^{er} janvier 2016 (3,76 €/m³).

Cette stabilisation du prix de l'eau est engendrée par une légère baisse des coefficients d'actualisation des parts fermières (eau potable et assainissement) et une stabilisation des différentes parts communales, Sabre et Agence de l'Eau.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 30 janvier 2018.

Monique GRAZIANO-BAYLE : Une seule petite précision c'est que cette baisse est due à une baisse des parts fermières. Elle est le résultat d'un contrôle constant de l'application des termes du contrat et une surveillance quotidienne des interventions. J'en remercie d'ailleurs les services de la ville.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 19 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **20**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : Demande d'une subvention d'investissement de l'État pour l'opération de mise aux normes de sécurité et d'accessibilité de l'îlot Saint-Gilles.

1/Note synthétique de présentation :

Par lettre en date de 16 novembre 2017, le Préfet du Gard informait la commune que sa demande d'aide financière au titre du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local (FSIPL) 2017 n'avait pu être retenue pour son projet de « mise aux normes sécurité et accessibilité de l'îlot Saint-Gilles », compte tenu du nombre de dossiers reçus et des priorités définies.

Toutefois, il indiquait que ce fonds de soutien étant reconduit en 2018, une nouvelle instruction des dossiers pourrait être effectuée, et demandait donc à la ville de lui faire connaître si ce projet était toujours d'actualité et si elle souhaitait qu'une nouvelle instruction en soit effectuée.

Une réponse positive en ce sens lui a été faite par courrier du 29 novembre 2017.

La lettre circulaire préfectorale du 18 décembre 2017 a rappelé aux communes les conditions d'éligibilité des dossiers au financement de l'État.

Par courriel du 9 janvier 2018, les services préfectoraux ont demandé aux services communaux d'actualiser ce dossier en produisant notamment une nouvelle délibération d'approbation du projet.

Pour mémoire il est rappelé que ce dossier, déjà présenté en 2013, 2014 et 2016, concerne :

- dans le cadre de la mise aux normes sécurité et accessibilité, le projet d'opération de travaux de mise aux normes de sécurité et d'accessibilité du bâtiment principal de l'îlot Saint-Gilles, situé au 2 avenue Léon-Blum, décrit dans la note de présentation du projet ci-jointe,
- le plan de financement prévisionnel de l'opération, joint également en annexe, s'établit ainsi :
- montant total estimatif des travaux = 108 610,00 € ht,
- subvention d'investissement de l'État 40% = 43 444 €,
- subvention Communauté d'agglomération 20% = 21 722 €,
- autofinancement 40% = 43 444 €.

La commune n'aura pas à contracter d'emprunt pour financer ces travaux.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 30 janvier 2018 et à la Commission des moyens généraux du 31 janvier 2018.

Claude ROUX : J'ai simplement une question pour ma gouverne. Ce sont les prix réactualisés ou les prix depuis 2012 ?

Jean-Yves CHAPELET : Ce sont les prix réactualisés.

Christian ROUX : Est-ce que c'est un espace que vous allez valoriser au travers de la mise en accessibilité ? Est-ce que cet espace-là vous allez le valoriser de sorte qu'il y ait moins de dégradations, de déchets parce que c'est un petit peu aux 4 vents ?

Jean-Yves CHAPELET : D'abord il y a le travail de fond qu'il fallait absolument que nous fassions et celui-là c'est ce qui est écrit ici. Et du fait que nous allons faire ce travail d'amélioration, la géographie des lieux va en être perturbée. Donc, en même temps, M. RIEU est en charge d'avoir une réflexion autour pour améliorer l'accueil de cet endroit.

Monique GRAZIANO-BAYLE : Est-ce que je peux donner une petite précision ? Il s'agit également de revoir tout ce qui est sécurité.

Jean-Pierre NAVARRO : Je crois savoir que le monument aux morts est prévu pour être dans cet endroit-là ! Est-ce que ces travaux anticipent cette installation ?

Jean-Yves CHAPELET : Non. Ce sont 2 choses différentes.

Serge ROUQUAIROL : J'ai une question de fond. Ces travaux ne peuvent pas commencer parce que quand les travaux débutent sans que des subventions ne soient attribuées, ils nous passent sous le nez. Donc ça fait quand même longtemps que des questions de sécurité passent sous notre nez en réalisation technique pour des questions d'attribution de subventions.

Jean-Yves CHAPELET : Exactement. Je pense que l'année prochaine, je ne vais pas y mettre ma tête dessus parce que je tiens à ma tête, nous n'aurons plus à vous la représenter. Tout à l'heure je disais à je ne sais qui, que nous travaillions sur les sujets « en meute » c'est-à-dire avec une Conseillère Régionale, un Président d'Agglo et un Député.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 20 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **21**

Rapporteur : **P. BERTHOMIEU**

Objet : Procédure de reprise des sépultures sans concession relevant du régime de terrain commun du cimetière de la commune.

1/Note synthétique de présentation :

Conformément à l'article L 2223-3 du Code général des collectivités locales, la commune a l'obligation de fournir, gratuitement, un emplacement de sépulture, pour une durée minimale de cinq ans :

- aux personnes décédées sur son territoire,
- aux personnes domiciliées sur son territoire,
- aux personnes non domiciliées dans la commune mais qui y ont droit à une sépulture de famille,
- aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

Au-delà de ce délai de cinq ans, la commune est en droit de reprendre ces sépultures.

Cette faculté n'a pas été utilisée depuis de nombreuses années par la ville de Bagnols-sur-Cèze.

Il est aujourd'hui opportun de procéder à la reprise de la totalité des sépultures en terrain commun du cimetière de Bagnols-sur-Cèze pour deux raisons :

- le Maire se doit d'assurer la décence des cimetières et le respect dû aux morts. Or, actuellement, le désordre régnant dans cette zone aux allées et emplacements peu ou pas identifiables, est susceptible de choquer les personnes venues se recueillir sur les tombes voisines,
- une gestion rationnelle de l'espace du cimetière évite l'extension d'un cimetière existant ou la création d'un nouveau en raison de manque de places. Mieux utilisé, l'espace occupé par ces sépultures pourrait éviter à la commune un agrandissement de cimetière.

Il appartient au Conseil municipal de décider de cette procédure. Un arrêté municipal intervient ensuite pour fixer les conditions de reprise.

La reprise sera effectuée par le biais d'une procédure d'appel d'offres. L'entreprise retenue devra être habilitée à réaliser l'ensemble des prestations définies dans le cahier des charges.

Une campagne d'information sera réalisée auprès des familles concernées par le biais du magazine de la ville, de la presse locale, du site de la ville, de facebook et des affichages aux portes de la mairie et du cimetière. Les ayants-droits qui le souhaitent pourront faire réinhumer leurs défunts dans une concession de 15 ou 30 ans.

Il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur cette proposition.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 31 janvier 2018.

Jean-Pierre NAVARRO : Excusez-moi d'intervenir, nous sommes là sur un sujet extrêmement sérieux, voire douloureux. J'aurais plusieurs questions à poser, j'en ai sélectionné deux pour ne pas abuser de votre temps.

Cette mesure s'applique aux concessionnaires dont les terrains sont laissés à l'abandon, c'est ce qui est écrit dans la note synthétique de présentation mais je lis dans la délibération au paragraphe 8 que pour les familles respectueuses des défunts, celles qui entretiennent les sépultures et qui maintiennent le cimetière en état, les lois peuvent dépasser le délai légal de 5 ans, c'est-à-dire qu'ils peuvent renouveler leur délai de 5 ans ? Si j'ai bien compris ? Alors 1^{ère} question cette possibilité est-elle renouvelable et jusqu'à quelle limite ?

Jean-Yves CHAPELET : Je vous explique. D'abord, vous avez ce que l'on appelle « la reprise du carré commun », vous connaissez tous. Ce carré aujourd'hui va être repris. Ensuite, vous avez l'entretien des tombes, ce qu'on appelle la reprise des concessions, je pense que c'est ce dont vous parlez. C'est une autre procédure, c'est-à-dire qu'aujourd'hui pour tout ce qui est en abandon manifeste, une procédure a été lancée.

Philippe BERTHOMIEU : Aujourd'hui on a mis des panneaux et donc prochainement on va lancer des PV par tombe et ensuite il y aura une période de trois ans d'attente.

Jean-Yves CHAPELET : On fait un PV qui constate l'état d'abandon et si dans trois ans personne ne s'est manifesté on reprendra ces concessions.

Ce sont 2 procédures différentes, là il s'agit du carré commun, là où se trouvent les indigents mais pas que, c'est une obligation pour nous de le faire. Nous commençons par le premier sachant qu'il y a un 2^{ème} carré commun qui est au-dessus.

Philippe BERTHOMIEU : Un carré commun nord et sud.

Jean-Pierre NAVARRO : Puis-je poser ma 2^{ème} question ? Ensuite je vois par ailleurs au dernier paragraphe que : « les familles qui le souhaitent pourront réinhumer leurs défunts dans une concession de 15 ou 30 ans ». Je suppose que cette faculté, particulièrement pénible, s'appliquera aux familles qui auront perdu leur concession, par défaut, et non à ceux qui auront respecté le règlement et sollicité une prolongation.

Jean-Yves CHAPELET : Bien sûr, c'est logique. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 20 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **22**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Adhésion à l'association de préfiguration du Parc naturel régional des Garrigues.**

1/Note synthétique de présentation :

Le Syndicat mixte des gorges du Gardon a engagé une étude d'opportunité et de faisabilité de manière à déterminer si le territoire étudié, compris entre les gorges de la Cèze et du Gardon, était éligible au label Parc Naturel Régional (richesses des patrimoines naturels, culturels, paysagers,...) et si l'outil apporterait une plus-value. Cette démarche est soutenue financièrement et techniquement par la Région Occitanie et le Département du Gard.

L'étude conduite a mis en exergue les éléments singuliers de ce territoire et ses enjeux. Le territoire concerné présente des patrimoines remarquables et menacés et répond bien aux critères requis pour prétendre au label Parc Naturel Régional.

Le travail conduit avec les acteurs locaux dans le cadre de groupes de travail, comités de pilotage, comités techniques, séminaires, rencontres individuelles a permis de conforter le bien-fondé de ce projet au regard des attentes et besoins des communes concernées (nombreux sont les enjeux pour lesquels les réponses sont aujourd'hui partielles voire inexistantes) et de définir un périmètre de candidature optimal ainsi que les conditions de sa mise en œuvre.

C'est une association de préfiguration qui sera chargée de déposer le dossier de candidature puis de coordonner la phase d'écriture de la Charte qui constitue le projet de territoire. Le comité de pilotage composé d'élus, d'administrations, de socio-professionnels, des chambres consulaires, d'associations locales qui s'est réuni le 31 mars dernier a approuvé les modalités de gouvernance et de financement de cette association.

Dans cette association, Région, Département et bloc communal détiendront 90% des voix. Les communes disposeront toutes d'une voix, quelle que soit leur population. Cette modalité à laquelle les communes sont très attachées, est à l'image de ce qu'est et de ce que défend un Parc Naturel Régional : un projet de territoire rural, fondé sur la base d'enjeux et d'objectifs communs, porté par des acteurs locaux qui veulent se doter d'un espace de coopération dans lequel ils ont librement choisi de siéger.

La cotisation des communes, calculée sur la base des moyens nécessaires pour que l'association remplisse sa mission, sera de 1€ maximum par habitant.

S'agissant des communes associées ou des communes partiellement intégrées, leur cotisation est égale à la moitié des contributions des communes pleinement concernées par le périmètre de classement, soit 0,50 centimes d'€ maximum.

Les EPCI seront également invités à être membres de l'association, ils disposeront d'une voix. Ils supporteront, dans des modalités qui restent à définir en leur sein, la participation de 1€ demandée aux communes.

Les villes-porte se verront appliquer une contribution forfaitaire, calculée sur la base des populations municipales en vigueur.

- 10 000 € / an pour plus de 100 000 habitants
- 3 000 € / an entre 10 001 et 100 000 habitants
- 500 € / an entre 1 000 et 10 000 habitants

Ce montant sera arrêté statutairement afin de garantir la stabilité des contributions des membres.

L'adhésion à l'association ne signifie pas pour autant que les communes membres de l'association seront dans le Parc, ni même que le territoire sera labellisé à l'issue du processus. Ce choix appartiendra aux conseils municipaux qui seront appelés à approuver ou non la Charte et à faire ainsi partie ou non du Parc (décision prise en 2021 au plus tôt).

L'adhésion donne en revanche aujourd'hui aux communes la possibilité de participer à l'écriture de la Charte du Parc et de bénéficier des premières actions démonstratives qui pourraient être mises en œuvre dès 2018 grâce à un fonds abondé annuellement.

Compte tenu que l'adhésion à l'association ne vaut pas engagement définitif de la commune d'être à terme classée Parc naturel régional, et de l'intérêt pour notre commune de faire partie de cette association de préfiguration du Parc Naturel Régional des Garrigues afin de participer à l'écriture de la Charte,

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'adhérer à la future association de préfiguration du PNR des Garrigues,
- de s'engager à régler une cotisation annuelle forfaitaire de 3 000 €,
- de nommer Jean-Yves CHAPELET, délégué titulaire et Denis RIEU délégué suppléant pour suivre les travaux de cette association.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 31 janvier 2018.

Catherine EYSSERIC : Je voulais juste dire que j'étais présente à la réunion du Comité de Pilotage du 31 mars où cette association de préfiguration a été discutée. Les équilibres d'intervention entre la Région, les intercommunalités, le Département, la place des socio-professionnels, la place des communes donc tout ceci a été largement débattu entre nous. La ville de Bagnols est identifiée comme une ville « porte » du parc si la Charte arrive au terme de sa constitution. C'est un enjeu plutôt de tourisme, de développement économique et donc c'est vraiment l'Agglomération du Gard rhodanien qui est particulièrement impliquée. Evidemment, c'est une Agglomération qui est plutôt en bordure du futur parc donc il y a 9 communes de l'Agglomération du Gard rhodanien qui sont concernées par l'adhésion, par ce parc et qui ont montré leur intérêt d'y être associées et d'y figurer. C'est un

chemin où il y a beaucoup de concertation nécessaire pour arriver à créer ce projet de territoire, cette fameuse Charte qui est vraiment un des moments importants de la création du parc. Deux parcs sont en cours de création, ce sont les 2 derniers projets d'Occitanie, c'est un parc en devenir si les conditions de sa création sont réunies.

Jean-Yves CHAPELET : Quand je parlais de travail en synergie, sur ce même dossier on a la Commune, l'Agglomération et la Région. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 22 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **23**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Communication des décisions du Maire du n° 21/2017 au n° 25/2017 et du n° 01/2018 au n° 02/2018.**

N° 21/2017 : Marché de services concernant l'assurance dommage aux biens de la ville de Bagnols-sur-Cèze.

N° 22/2017 : Convention de régulation et gestion des populations de chats libres avec la Fondation Clara.

N° 23/2017 : Convention de régulation et gestion des populations de chats libres avec la Fondation « 30 millions d'Amis ».

N° 24/2017 : Convention relative à la mise en œuvre du forfait post-stationnement avec l'agence ANTAI.

N° 25/2017 : Convention de dépôt d'un élément d'autel à l'église Saint-Jean-Baptiste.

N° 01/2018 : Marché de gestion, maintenance et renouvellement des installations d'éclairage public, des signalisations lumineuses tricolores et de l'éclairage des équipements sportifs de la ville de Bagnols-sur-Cèze.

N °02/2018 : Fixation des tarifs pour les spectacles de la programmation culturelle du 1^{er} semestre 2018.

Je vous remercie.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à : **12 h 28.**

Le Maire

Jean-Yves CHAPELET